



Rapport d'orientation budgétaire 2026

11 décembre 2025



www.ccbugeysud.com

SOMMAIRE

I. Contexte économique et financier	6
II. Projets réalisés en 2025	14
III. Budgets & résultats provisoires 2025	15
IV. Finances & Fiscalité	22
V. Evolution de la dette 2025 – 2026 à emprunts constants	26
VI. Autres indicateurs	28
VII. Orientations 2025 & Plan Pluriannuel (BP) 2025-2030	29
VIII. Les projets 2026	32
IX. Recherche de financements et dispositifs	36
X. Annexe indicateurs et politique Ressources humaines	

Liste des abréviations

AC	Attribution de compensation
Adm	Administrations
APU	Ensemble des administrations publiques, au sens de Maastricht
BCE	Banque Centrale Européenne
AE	Autorisation d'engagement
CA	Communauté d'agglomération
CC	Communauté de communes
CFE	Cotisation foncière des entreprises
CFL	Comité des finances locales
CIF	Coefficient d'intégration fiscale
CP	Crédit de paiement
CU	Communauté urbaine
CVAE	Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises
DCRTP	Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle
DDEC	Dotations départementales d'équipement des collèges
DETR	Dotations d'équipement des territoires ruraux
DGD	Dotations générales de décentralisation
DGE	Dotations globales d'équipement
DGF	Dotations globales de fonctionnement
DILICO	Dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités
DMTO	Droits de mutation à titre onéreux
DNP	Dotations nationales de péréquation
DPV	Dotations politiques de la ville
DRES	Dotations régionales d'équipement scolaire
DSC	Dotations de solidarité communautaire
DSR	Dotations de solidarité rurale
DSU	Dotations de solidarité urbaine
EPCI	Établissement public de coopération intercommunale
FB	Foncier bâti
FBCF	APU Formation brute de capital fixe des administrations publiques
FCTVA	Fonds de compensation pour la TVA
FDPTP	Fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle
FNB	Foncier non bâti
FNGIR	Fonds national de garantie individuelle des ressources

FPIC Fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales
FPU Fiscalité professionnelle unique
FPZ Fiscalité professionnelle de zone
FSRIF Fonds de solidarité des communes de la région Île-de-France
HCFP Haut Conseil des Finances Publiques
GVT Glissement vieillesse technicité
ICNE Intérêts courus non-échus
IFER Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux
LFI Loi de finances initiale
LFR Loi de finances rectificative
LFPF Loi de programmation des finances publiques
PF Potentiel fiscal
PFFS Pacte fiscal et financier de solidarité
PIB Produit intérieur brut
PLF Projet de loi de finances
PSR Prélèvements sur recettes
REOM Redevance d'enlèvement des ordures ménagères
RCT Mission Relation avec les collectivités territoriales
TASCOM Taxe sur les surfaces commerciales
TEOM Taxe d'enlèvement des ordures ménagères
TH Taxe d'habitation
THLV Taxe d'habitation sur les logements vacants
TICPE Taxe intérieure sur la consommation de produits énergétiques
TLV Taxe sur les logements vacants
TSCA Taxe sur les conventions d'assurance
TP Taxe professionnelle
VT Versement transport

Le Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) constitue une étape obligatoire du cycle budgétaire annuel des EPCI comprenant au moins une commune de plus de 3 500 habitants (article L. 5211-36 du CGCT).

Il intervient dans les deux mois précédant l'examen et le vote du budget, en faisant l'objet d'une délibération distincte. Cet exercice, se tenant sur la base du rapport définit à l'article D. 2313-3 du CGCT, doit :

- mettre en avant les réalisations de l'année précédente et les résultats provisoires ;
- permettre d'échanger autour des orientations budgétaires de l'EPCI ainsi que des engagements pluriannuels ;
- informer les instances et les élus sur la situation financière de l'EPCI, la structure et la gestion de la dette, l'évolution de la fiscalité et la recherche de financements ;
- partager la vision prospective des projets et le Plan Pluriannuel d'Investissement et de Fonctionnement ;
- évoquer l'évolution de l'organisation et de la politique Ressources Humaines.

Ce rapport sera rendu public et sera disponible sur le site de la CCBS. Il sera communiqué à l'ensemble des communes membres de la communauté de communes.

Il convient de rappeler que les données financières renseignées dans ce document restent provisoires et sont susceptibles d'évoluer à la suite du Débat d'Orientation Budgétaire.

I. Contexte économique et financier

L'année 2025 a connu plusieurs bouleversements économiques au niveau mondial, portés par un retour au protectionnisme économique important des Etats-Unis. Les volumes d'importations internationales ont néanmoins bien résisté, après une importante hausse au premier trimestre en raison de l'anticipation des barrières douanières entérinées par le gouvernement américain. Le commerce mondial, bien que sous tension, a bénéficié de la réorientation des flux asiatiques, de stratégies de contournement et de la détente des coûts des matières premières, permettant aux banques centrales de poursuivre leur politique d'abaissement des taux directeurs.

Au niveau européen, l'appréciation de l'euro, notamment face au dollar, pèse néanmoins sur les prix à l'exportation et, par ricochet, sur le commerce extérieur. La croissance reste morose en Allemagne, alors que l'activité se maintient à un niveau élevé en Espagne et en Italie. Au global, la croissance est attendue à +1,4 % en zone euro en 2025 contre 0,8 % en 2024. L'inflation annuelle dans la zone est quant à elle attendue à 2,1 % par la Commission européenne, tandis que le taux de dépôt de la BCE s'est stabilisé à 2%, dans un objectif de réduction de l'inflation et des taux d'intérêts des prêts bancaires.

En France, les prévisions de croissance ont été revues à la hausse à la suite du deuxième trimestre, meilleur qu'attendu. Si le Projet de loi de finances reste sur une hypothèse à + 0,7 %, le consensus porte plutôt sur une augmentation du PIB de 0,8 %. L'activité est notamment portée par l'industrie aéronautique et le tourisme, et dans une moindre mesure par l'agriculture. Le Haut Conseil des Finances Publiques, dans son avis sur le PLF, valide cette hypothèse et considère par ailleurs que les 1,0 % d'inflation retenus par le Gouvernement sont plausibles. Le déficit public est, lui, attendu à 5,7 % du PIB en 2025 et les taux auxquels la France emprunte continuent de croître.

Le contexte politique national a retardé l'examen du PLF, et le calendrier électoral du bloc communal nécessite un aménagement du calendrier budgétaire local. Dans ce cadre, l'élaboration de ce rapport retiendra les cadrages macroéconomiques du PSMT et du PLF actualisés des données INSEE, mais reposera sur des hypothèses, notamment en matière fiscale, encore fortement susceptibles d'évoluer. En effet, les recettes fiscales nationales sont encore incertaines pour 2025 et les mesures auxquelles les collectivités seront soumises sont en cours de débat au Parlement.

Le Rapport d'orientation budgétaire pour 2026 est par ailleurs présenté avant la connaissance des résultats 2025, il reposera donc sur les derniers chiffres connus et des hypothèses structurantes prudentes au vu du nombre d'incertitudes qui l'entourent.

1. Prévisions de croissance et d'inflation

Prévisions de croissance (PIB en volume)

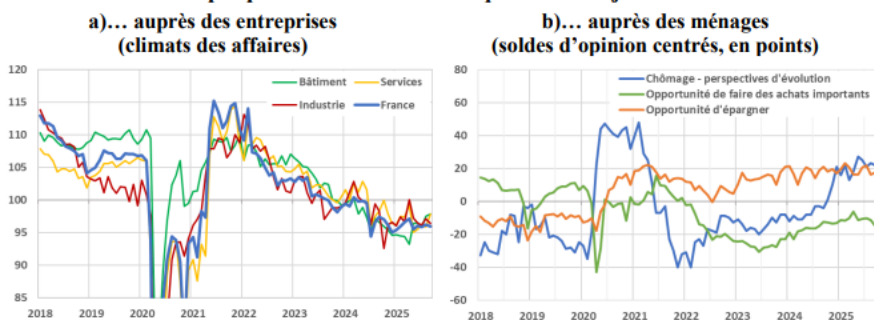
Prévisions annuelles France	2025	2026
Insee (sept. 2025)	0,8%	/
Banque de France (sept. 2025)	0,7%	0,9%
Commission européenne (nov. 2025)	0,7%	0,9%
OCDE (sept. 2025)	0,6%	0,9%
FMI (oct. 2025)	0,7%	0,9%
Gouvernement (PLF 2026)	0,7%	1,0%

Prévisions annuelles Zone euro	2025	2026
BCE (sept. 2025)	1,2%	1,0%
Commission européenne (nov. 2025)	1,3%	1,2%
OCDE (sept. 2025)	1,2%	1,0%
FMI (oct. 2025)	1,2%	1,1%

En France, la croissance acquise pour 2025 fait l'objet d'un consensus tendant vers les 0,8 %. Pour 2026, les prévisions se situent entre 0,9 % et 1,0 %. Le Gouvernement a retenu une hypothèse plus haute que les autres institutions pour la construction de ses prévisions, avec un scénario à 1,0 %, que le Haut conseil des finances publiques, tout en le retenant plausible, estime optimiste car reposant sur une reprise de la demande intérieure « dont l'ampleur paraît volontariste ».

Les hypothèses de croissance reposent sur une réduction importante du déficit public et un retour progressif aux objectifs de la loi de programmation des finances publiques, autant que sur une reprise de la consommation des ménages et une augmentation du niveau d'investissement du secteur privé. L'enjeu est donc structurel et devra corriger un climat des affaires morose tout en cherchant à réorienter la croissance du pouvoir d'achat de l'épargne vers la consommation.

Graphique : Indicateurs des enquêtes de conjoncture...



Dernier point : septembre 2025. Les climats des affaires sont par définition normalisés de moyenne 100 et d'écart-type 10. Les soldes d'opinion issus de l'enquête de conjoncture auprès des ménages ont été centrés (moyenne nulle).

Source : Insee, HCFP

Prévisions d'inflation

Prévisions annuelles France	2025	2026
Insee (sept. 2025)	1,0%	/
Banque de France (sept. 2025) - IPCH	1,0%	1,3%
Commission européenne (sept. 2025) - IPCH	0,9%	1,2%
OCDE (sept. 2025) - IPCH	1,1%	1,6%
FMI (oct. 2025) - IPCH	1,1%	1,5%
Gouvernement (PLF 2026)	1,1%	1,3%

Prévisions annuelles Zone euro	2025	2026
BCE (oct. 2025) - IPCH	2,1%	2,0%
Commission européenne (nov. 2025) - IPCH	2,1%	2,0%
OCDE (sept. 2025) - IPCH	2,1%	1,9%
FMI (oct. 2025) - IPCH	2,1%	1,9%

Si aucune précision, inflation mesurée selon l'IPC

Après deux exercices ayant connu une très forte inflation, portée à + 5,2 % en 2022 et à 4,9 % en 2023, une stabilisation a été observée en 2024 avec une évolution de l'indice des prix à la consommation établie à 2,0 %. Cette tendance se maintient en 2025, avec une inflation attendue autour de 1 % et qui serait maintenue sous la barre des 2 % pour l'ensemble de la zone euro en 2026.

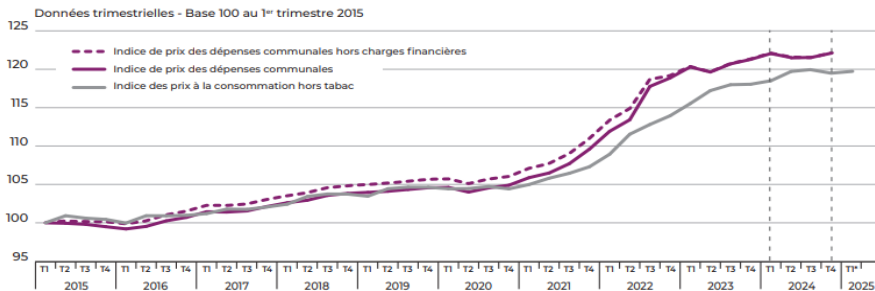
Le retour de cet indicateur sur des niveaux d'avant crise, de manière stable, est une nouvelle positive pour l'économie nationale, et est conforme aux objectifs de la BCE. Néanmoins, le ralentissement de l'inflation sera source de dynamisme moindre pour les recettes fiscales, et l'hypothèse du Gouvernement conduira de nouveau à des actualisations prudentes des prévisions de versements aux collectivités.

2. Evolution des composantes de l'inflation impactant la dépense locale

La Banque postale produit chaque année un outil d'aide à la préparation budgétaire des collectivités locales. Elle détaille ici les composantes de l'inflation ayant un impact sur la dépense locale. En 2025, cette analyse a été publiée au premier semestre et elle sera désormais, chaque année, disponible à la même période, avec comme approche méthodologique une étude de l'évolution des prix N-1. C'est pourquoi les chiffres présentés en cette fin d'année 2025 portent uniquement sur l'évolution 2024. Néanmoins, il est admis que les tendances 2024 se sont globalement confirmées en 2025.

À l'image du « panier des ménages » élaboré par l'INSEE, la Banque postale étudie un « panier du Maire » qui comprend différents indicateurs. En moyenne, depuis 2015, cet indice progresse de 2,2 % par an, soit plus que l'indice des prix hors tabac qui a, lui, évolué de 1,8 % en moyenne annuelle.

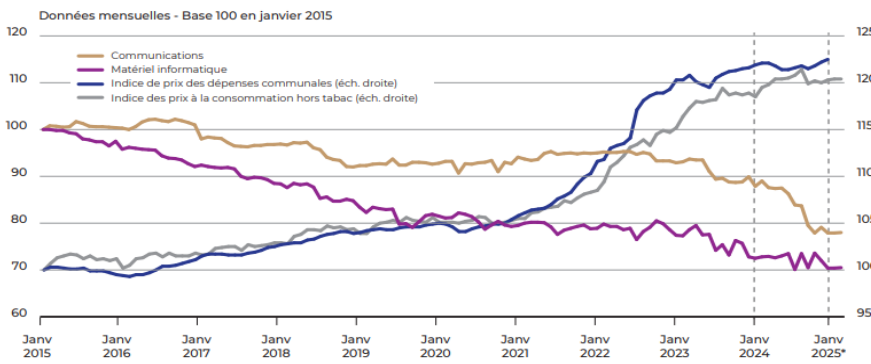
Indice trimestriel de prix des dépenses communales



* acquis de l'IPCHT pour le T1 2025
 Source : indices de prix Insee, calculs La Banque Postale

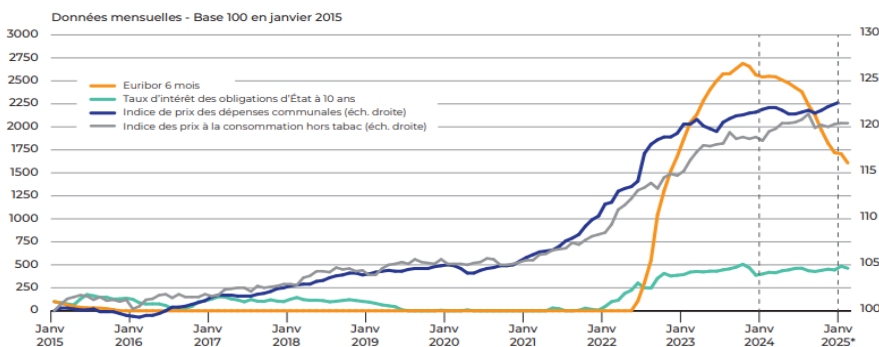
Les principales composantes de cet indice qui impactent les dépenses communales sont les dépenses de personnel, les dépenses d'énergie, et enfin les coûts de la construction. L'évolution des dépenses de personnel est la plus impactante, avec une hausse du coût de 2,4 %, notamment portée par le GVT, l'attribution de 5 points d'indice supplémentaires et la hausse des cotisations CNRACL. En revanche, les indices des coûts de construction se stabilisent à un niveau plus classique en 2024, après de fortes hausses sur la période 2020-2022. Il est intéressant de noter la baisse de deux postes de valeur : les coûts relatifs aux communications et au matériel informatique, sur lesquels la CCBS pourra travailler. Les taux d'intérêts, eux, sont en baisse sur l'exercice 2024, malgré une forte volatilité.

Deux composantes de l'indice global en baisse quasi constante



* dernier mois disponible pour l'IPCHT : février 2025
 Source : indices de prix Insee, calculs La Banque Postale.

Évolution des taux d'intérêt



* dernier mois disponible pour l'IPCHT : février 2025
 Source : indices de prix Insee, taux d'intérêt Datastream, calculs La Banque Postale.

3. Contexte et finances locales

Modifications institutionnelles

Modifications institutionnelles	2022	2023	2024	2025
Nombre de communes au 1 ^{er} janvier (hors collectivités d'outre-mer)	34 955	34 945	34 935	34 875
Nombre de communes nouvelles au 1 ^{er} janvier (par rapport à 2013)	785	793	804	845
Nombre de groupements à fiscalité propre au 1 ^{er} janv. (hors Polynésie fr.) dont métropoles (yc mét. de Lyon)	1 255 22	1 255 22	1 255 22	1 254 22
Nombre de syndicats (SIVU, SIVOM, mixtes) au 1 ^{er} janvier	8 722	8 615	8 231	8 207 (au 24/12/2024)
Nouveaux transferts de compétences	Début de l'expérimentation de la recentralisation du RSA pour la Seine-Saint-Denis et les Yvelines-Orientales.	Poursuite recentralisation du RSA, l'Ariège entre dans l'expérimentation. 19 territoires sélectionnés pour l'expérimentation relative à l'accompagnement renouvelé des allocataires du RSA. Transfert de portions de la voirie nationale aux collectivités en vertu des articles 38 et 40 de la loi 3DS.	Transfert du pouvoir de police de la publicité extérieure aux maires (transfert possible aux présidents d'intercommunalité sous condition*), comme le prévoyait la loi Climat et résilience du 22 août 2021** (cf. article 250 LFI 2024 concernant la compensation).	La LFSS 2024 a prévu une réforme de la tarification des EHPAD avec l'expérimentation à compter de 2025 du transfert à la sécurité sociale du financement de la section dépendance des EHPAD, normalement du ressort des départements. Des modifications étaient prévues dans le PLFSS 2025 - qui n'a pas été adopté - pour satisfaire l'ensemble des départements volontaires et adapter diverses dispositions relatives aux concours de la CNSA.

Décret n° 2023-1409 du 29 décembre 2023 portant modification de diverses dispositions du code de l'environnement relatives à la publicité, aux enseignes, aux préenseignes et aux paysages
 * Article 17 - LOI n° 2021-104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets (1)
 © La Banque Postale

Evolution des finances locales

Finances locales en 2025

SECTION DE FONCTIONNEMENT	24/23 %	2024 Md €	25/24 %	2025p Md €	FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT	24/23 %	2024 Md €	25/24 %	2025p Md €
RÉCETTES DE FONCTIONNEMENT (1)	+ 2,6	277,5	+ 2,2	283,7	DÉPENSES D'INVESTISSEMENT (4)	+ 6,4	79,7	+ 1,2	80,6
Recettes fiscales	+ 1,9	176,9	+ 2,4	181,1	financées par :				
Dotations et compensations fiscales	+ 0,1	40,5	- 0,1	40,5	- Autofinancement (5)=(3)-(9)	- 3,9	44,9	- 1,6	44,2
Participations	+ 7,0	16,4	+ 1,7	16,7	- Recettes d'investissement (6)	+ 4,0	27,0	+ 3,6	28,0
Produit des services	+ 5,3	27,5	+ 5,3	28,9	- Flux net de dette (7) =		+ 7,8		+ 8,5
Autres	+ 7,4	16,3	+ 1,7	16,6	- Emprunts nouveaux* (8)	+ 28,0	26,8	+ 3,6	27,7
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (2)	+ 3,7	235,6	+ 2,5	241,4	- Remboursements* (8)	+ 1,3	19,0	+ 1,4	19,2
Dépenses de personnel	+ 4,2	83,0	+ 3,3	85,8	VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT (9)	-	- 3,0	-	- 1,9
Charges à caractère général	+ 5,7	60,6	+ 1,6	61,6	ENCOURS DE DETTE au 31/12	+ 3,8	212,7	+ 4,0	221,2
Dépenses d'intervention	+ 2,3	80,6	+ 2,5	82,6					
Autres	- 8,9	6,0	- 0,3	6,0					
Intérêts de la dette	+ 12,8	5,4	+ 1,5	5,5					
ÉPARGNE BRUTE (3)=(1)-(2)	- 3,4	41,9	+ 0,9	42,3					
ÉPARGNE NETTE (3bis)=(3)-(8)	- 7,1	22,9	+ 0,5	23,0					

Budgets principaux et budgets annexes consolidés des flux croisés

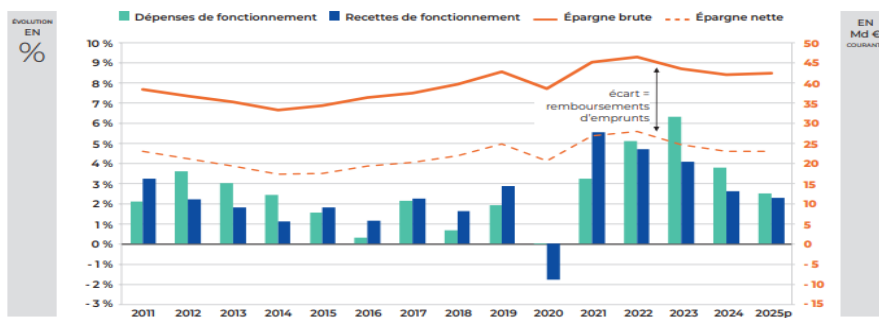
* hors opérations financières

p : prévisions

(9) = (3) + (6) + (7) - (4)

Communes, groupements à fiscalité propre, syndicats, départements, régions, collectivités à statut particulier

Les composantes de l'évolution de l'épargne brute des collectivités locales © La Banque Postale



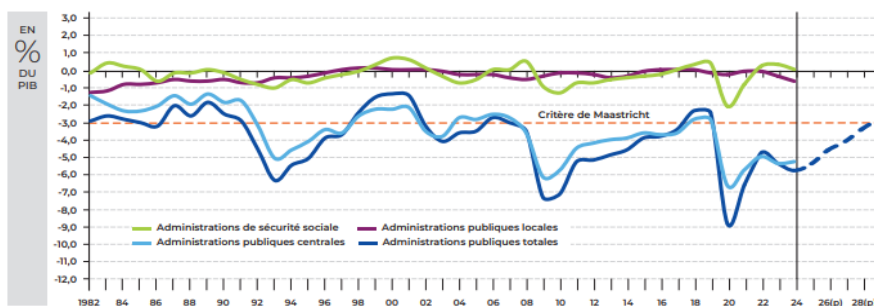
Source : Balances comptables DCFIR, prévisions La Banque Postale.

L'analyse de la situation financière des collectivités locales fait ressortir une hausse de dépenses supérieure à celle des recettes en 2025, au même titre que pour l'exercice 2024. L'épargne brute de l'ensemble des collectivités et établissements publics locaux progresse néanmoins de 0,9 % grâce au dynamisme des recettes, mais illustre des marges de manœuvre qui se réduisent pour le bloc communal.

La dette de l'ensemble des APU poursuit une hausse inquiétante quant aux administrations centrales mais reste stable et maîtrisée pour la strate locale, malgré un déficit qui s'installe pour la majorité des départements et qui pèse sur l'ensemble des collectivités et établissements publics.

Le déficit des administrations publiques

© La Banque Postale

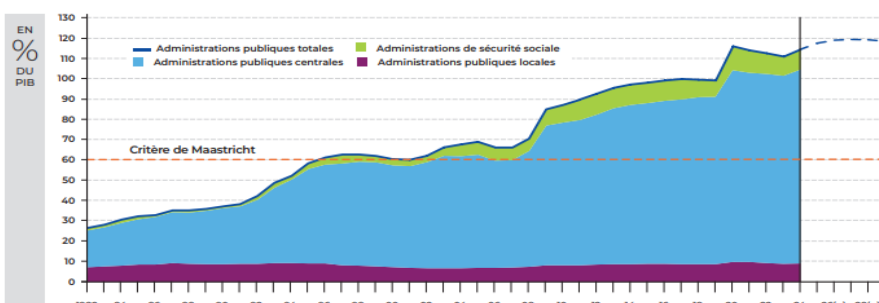


Source : Insee (Comptes nationaux Base 2020) jusqu'en 2024 puis prévisions du Gouvernement (avril 2025).

L'endettement très élevé conduit à des propositions législatives qui pourraient avoir un impact important sur les EPCI à FPU, dont fait partie la CCBS, qui seront détaillés ci-après, et qui doivent s'inscrire dans un contexte d'élaboration prématurée du rapport d'orientation budgétaire en raison du calendrier électoral tout en supportant un contexte parlementaire marqué d'incertitudes.

La dette des administrations publiques

© La Banque Postale



Source : Insee (Comptes nationaux Base 2020) jusqu'en 2024 puis prévisions du Gouvernement (avril 2025).

4. Impact anticipé du projet de loi de finances 2026 sur les finances de la communauté de communes Bugey-Sud

Le 21 novembre 2025, les députés ont rejeté la partie recettes du projet de loi de finances pour l'exercice 2026. Le contexte législatif, sans être aujourd'hui contraignant, invite à travers la dernière loi de programmation des finances publiques¹ l'ensemble des collectivités territoriales et de leurs établissements à maintenir l'évolution de leurs dépenses de fonctionnement en deçà de 0,5 % de l'inflation. C'est pourquoi la lettre de cadrage accompagnant le débat d'orientation budgétaire de la CCBS a retenu une consigne de maintien des enveloppes de dépense à volume constant. Toute progression en volume devra être contenue et justifiée, en respectant une progression maximale de 0,8 %, soit l'inflation connue à date (1,3 %) dégrevée de 0,5%.

Le bloc communal doit être vigilant sur les efforts que le législateur lui impose, la communauté de communes Bugey-sud a donc fait le choix depuis deux exercices de construire ses budgets en adoptant une approche prudente sur les ressources dont elle pourra disposer pour déployer et mettre en application ses politiques.

Dans le texte proposé par le Gouvernement, plusieurs propositions visent à mettre à contribution le bloc communal. Si la fusion de la DSIL et de la DETR telle qu'envisagée dans le PLF n'aura pas d'impact à court terme, les enveloppes étant maintenues, le DILICO, le gel de la TVA ou l'écrêtement de la DCRTP sont autant d'hypothèses à intégrer dans la construction budgétaire de l'établissement.

Le décalage annuel du FCTVA est également envisagé, mais il ne fera pas partie des hypothèses retenues dans la construction du budget de la CCBS. En effet, les EPCI à FPU le perçoivent de manière contemporaine, contrairement aux autres collectivités, et l'hypothèse de son décalage dans le temps ne constitue pas une perte de recettes, mais un glissement dans la trésorerie dont disposera l'établissement. Si l'hypothèse était retenue, l'impact est estimé entre 300 et 350 K€.

Le niveau de subventionnement et de cofinancement des différents acteurs publics et privés doit également être pris en compte à moyen terme. La CCBS a toujours maintenu une inscription de recettes issues de ces mécanismes conditionnée par un caractère attributif, n'ayant jamais inscrit une subvention sollicitée mais incertaine, mais elle devra prendre en compte le resserrement des enveloppes régionales, départementales et européennes dans le portage de ses projets.

Il convient de noter que la communauté de communes Bugey-sud ayant toujours choisi d'asseoir ses hypothèses budgétaires sur des trajectoires prudentes, la fiscalité constatée en cette fin d'exercice 2025 est en progression de 749 K € par rapport à l'exercice 2024 et de 452 K € par rapport à son budget primitif 2025. Cette approche sera maintenue pour la construction de ce rapport.

¹ LOI n° 2023-1195 du 18 décembre 2023 de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027

Dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités

Le DILICO, pour un montant total de 1 Md € en 2025, est attendu à 2 Mds € en 2026, dont 0,5 Mds € pour les intercommunalités. Si en 2025 la CCBS était proche du seuil de déclenchement mais restait non éligible, elle devra vraisemblablement contribuer au titre du mécanisme 2026, pour un montant estimé à 247 K €. En effet, la première version du mécanisme prévoyait un seuil d'éligibilité plus restreint que celui présenté dans le PLF pour 2026, et la CCBS deviendrait éligible au titre de la nouvelle mouture si elle venait à être adoptée par le Parlement.

Pour les EPCI, le calcul repose sur un indice synthétique composé de deux agrégats : le potentiel fiscal par habitant de l'établissement par rapport au potentiel fiscal national des EPCI, pondéré à 75 %, et le revenu par habitant de l'établissement par rapport au revenu national moyen des EPCI, pondéré à 25 %. Cet indice synthétique sert premièrement à définir l'éligibilité au prélèvement : si l'EPCI a un indice dont la valeur est au moins égale à 85 % de l'indice moyen de l'ensemble des EPCI, il devra contribuer. Ensuite, la multiplication de la population DGF de l'EPCI par l'écart à 85 % de l'indice permettra de calculer le montant de la contribution.

Calcul de l'indice :

$$\begin{aligned} \text{Indice synthétique} &= 0,75 \times \frac{\text{potentiel fiscal par habitant de l'EPCI}}{\text{potentiel fiscal moyen par habitant des EPCI à fiscalité propre}} \\ &+ \\ &0,25 \times \frac{\text{revenu par habitant de l'EPCI}}{\text{revenu par habitant moyen des EPCI à fiscalité propre}} \end{aligned}$$

Gel de la TVA

Le gel de la dynamique de TVA est en réalité constitué par le décalage d'un exercice du versement de cette dynamique. Avant 2025, les compensations de suppression de la TH sur les résidences principales et de la CVAE étaient constituées par un prélèvement sur recettes (PSR) de TVA de l'Etat versé selon le montant de TVA effectivement perçu au niveau national. Ce gel serait maintenu en étant accompagné d'une baisse de la TVA compensatrice de la réforme des valeurs locatives des locaux industriels, pour un impact estimé à 683 K€. Le schéma comptable n'étant pas communiqué à ce jour, il sera enregistré dans les hypothèses comptables comme une recette négative (PSR).

Commenté [AD1]: A mettre en négatif sur le 74x

Baisse de la DCRTP

La DCRTP était attendue en baisse pour la CCBS en 2025, elle a réduit de 84 K€ selon les dernières notifications préfectorales : la recette 2024 a été constatée à hauteur de 143 K € contre 59 K € en 2025. Les simulations actuelles la rabaisseraient de 53 K€, amenant à un produit quasi-nul pour l'établissement.

II. Projets réalisés en 2025

Pour la communauté de Communes Bugey-sud, l'exercice 2025 est celui de la concrétisation de nombreux projets qui s'inscrivent dans la continuité de la matérialisation du projet de territoire. Nous classerons les actions réalisées autour des axes prioritaires déclinés dans le projet de territoire :

1. Redynamiser le territoire et renforcer son attractivité résidentielle, économique et touristique :

- La requalification du site du Lac de Virieu
- La requalification de la Cascade de Glandieu
- La poursuite des travaux de voirie et d'ouvrages d'art
- La mise en place de la Navette urbaine à Belley
- Le déploiement du covoiturage
- Les études et travaux pour la requalification de la muséographie du musée du Marais de Lavours
- La refonte de la piscine intercommunale, pour une réception en 2026
- Le financement de l'OPAH
- Le lancement des plans d'actions Projet Agricole et Alimentaire (PAAT)
- La candidature au label Pays d'Art et d'Histoire
- L'élaboration d'une Maison France Services dans le futur siècle
- La réalisation du schéma de développement économique
- ...

2. Préserver les ressources, le capital environnemental et la qualité de vie du territoire :

- Les études de désenclavement routier
- La préservation des ressources stratégiques en eau
- Le lancement des plans d'actions Projet Agro-Environnemental et Climatique
- L'engagement dans la COT ADEME
- L'élaboration du Budget vert
- La réalisation de la voie verte Cressin Rochefort Culoz
- Les études de requalification site du marais de Lavours
- La mise en place de la stratégie de mobilités
- Les études du projet économie circulaire et recyclerie
- La construction d'une plateforme déchets verts à Belley
- L'élaboration d'une plateforme d'économie circulaire (études)
- La déclinaison du schéma directeur de l'eau et l'assainissement
- Les opérations de renouvellement de patrimoine AEP et ASS engagées
- La réhabilitation du Furans à Chazey-Bons et du marais de l'Ousson à Belley et Magnieu, la poursuite de la création de goyas (22 au total)
- ...

3. Organiser et coordonner l'action publique au service de la mise en œuvre du projet commun :

- La réalisation d'un futur siège social
- L'amélioration des circuits et de la qualité comptable
- La participation au CIDFF pour la défense du droit des femmes
- La réécriture complète du SCOT
- Le maintien du service commun des secrétaires de mairie
- Le déploiement d'un projet santé-environnement
- La validation du plan d'action 2022-2024 du CTG
- L'animation des bassins de services dans le cadre du projet de territoire
- La valorisation de plusieurs projets dans le cadre du nouveau CRTE
- La mise en place d'un pacte fiscal et financier de solidarité (fonds de concours au bénéfice des communes)
- ...

Commenté [AD2]: Remarque perso : cette section projets est compliquée à maintenir à jour, elle nécessite un recensement qui n'est pas compatible avec les contraintes calendaires de l'élaboration d'un budget. Idéalement, à supprimer ou à faire piloter ailleurs pour com politique.

III. Budgets & résultats provisoires 2025

Habituellement, les résultats provisoires sont présentés au printemps N+1. Le rapport d'orientation budgétaire, tel que présenté ici, est rédigé en novembre de l'exercice en cours. Les résultats ci-dessous projetés sont donc hypothétiques. Ils ne prennent pas en compte les calculs de reports, les ICNE, les rattachements, et sont présentés hors refacturations inter-budgétaires. Les écritures patrimoniales, équilibrées par nature, ne sont pas prises en compte.

L'adoption du budget primitif, prévue le 29 janvier 2026, sera donc effectuée conformément au délai prévu par la nomenclature M57. Ayant lieu avant l'adoption du compte administratif, l'exercice 2026 connaîtra un budget supplémentaire (BS) pour enregistrer définitivement les résultats. Dans cet intervalle, les budgets seront proposés avec une reprise anticipée des résultats.

Ci-après, les résultats provisoires des 9 budgets (5 en M57, 3 en M49, et 1 en M43) de la CCBS :

1. Budget Principal

FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT	
RESULTAT DE L'EXERCICE 2025		RESULTAT DE L'EXERCICE 2025	
DEPENSES 2025	-19 287 345,10 €	DEPENSES 2025	-22 038 373,64 €
RECETTES 2025	21 811 355,15 €	RECETTES 2025	8 543 040,13 €
RESULTAT FONCTIONNEMENT 2025 (A)	2 524 010,05 €	RESULTAT INVESTISSEMENT 2025	-13 495 333,51 €
EXCEDENT REPORTE 2024	7 092 812,17 €	EXCEDENT REPORTE 2024	5 560 341,13
TOTAL EXERCICE 2025	9 616 822,22 €	TOTAL EXERCICE 2025 (B)	-7 934 992,38 €
		SOLDE RAR 2025	
		TOTAL EXERCICE +RAR 2024 (besoin en investissement)	-7 934 992,38 €

AFFECTATION AU BP 2026	
FR 002 (A)	1 681 829,84 €
RI 001	
RI 001 (B)	-7 934 992,38 €
RI 1068	7 934 992,38 €

2. Budget Annexe Gestion des déchets

FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT	
RESULTAT DE L'EXERCICE 2025		RESULTAT DE L'EXERCICE 2025	
DEPENSES 2025	-5 137 916,43 €	DEPENSES 2025	-337 702,27 €
RECETTES 2025	4 978 716,88 €	RECETTES 2025	457 259,55 €
RESULTAT FONCTIONNEMENT 2025 (A)	-159 199,55 €	RESULTAT INVESTISSEMENT 2025	119 557,28 €
EXCEDENT REPORTE 2024	2 177 423,84 €	DEFICIT REPORTE 2024	-115 170,00 €
TOTAL EXERCICE 2025	2 018 224,29 €	TOTAL EXERCICE 2025 (B)	4 387,28 €
		SOLDE RAR 2025	
		TOTAL EXERCICE +RAR 2025 (déficit en investissement)	4 387,28 €

AFFECTATION AU BP 2026

FR 002 (A)	2 018 224,29 €
RI 001 (B)	4 387,28 €
DI 001	0,00 €
RI 1068	

3. Budget Annexe GEMAPI

FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT	
RESULTAT DE L'EXERCICE 2025		RESULTAT DE L'EXERCICE 2025	
DEPENSES 2025	-550 400,21 €	DEPENSES 2025	-1 025 745,16 €
RECETTES 2025	728 875,14 €	RECETTES 2025	1 196 570,11 €
RESULTAT FONCTIONNEMENT 2025 (A)	178 474,93 €	RESULTAT INVESTISSEMENT 2025	170 824,95 €
EXCEDENT REPORTE 2024	156 846,24 €	DEFICIT REPORTE 2024	-29 981,61 €
TOTAL EXERCICE 2025	335 321,17 €	TOTAL EXERCICE 2025 (B)	140 843,34 €
		SOLDE RAR 2025	
		TOTAL EXERCICE +RAR 2025 (déficit en investissement)	140 843,34 €

AFFECTATION AU BP 2026

FR 002 (A)	335 321,17 €
RI 001 (B)	140 843,34 €
DI 001	0,00 €
RI 1068	

4. Budget SPANC

FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT	
RESULTAT DE L'EXERCICE 2025		RESULTAT DE L'EXERCICE 2025	
DEPENSES 2025	-48 877,09 €	DEPENSES 2025	-26 258,54 €
RECETTES 2025	0,00 €	RECETTES 2025	90 460,00 €
RESULTAT FONCTIONNEMENT 2025 (A)	-48 877,09 €	RESULTAT INVESTISSEMENT 2025	64 201,46 €
DEFICIT REPORTE 2024	-61 999,48 €	DEFICIT REPORTE 2024	-35 123,74
TOTAL EXERCICE 2025	-110 876,57 €	TOTAL EXERCICE 2025 (B)	29 077,72 €
		SOLDE RAR 2025	6 479,80 €
		TOTAL EXERCICE +RAR 2025 (besoin en investissement)	35 557,52 €

AFFECTATION AU BP 2026

FD 002 (A)	-75 319,05 €
RI 001	29 077,72 €
DI 001 (B)	29 077,72 €
RI 1068	0,00 €

4. Budget Annexe ADS

FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT	
RESULTAT DE L'EXERCICE 2025		RESULTAT DE L'EXERCICE 2025	
DEPENSES 2025	-313 611,30 €	DEPENSES 2025	0,00 €
RECETTES 2025	330 864,00 €	RECETTES 2025	5 122,45 €
RESULTAT FONCTIONNEMENT 2025 (A)	17 252,70 €	RESULTAT INVESTISSEMENT 2025	5 122,45 €
DEFICIT REPORTE 2024	-10 590,50 €	EXCEDENT REPORTE 2024	24 892,14
TOTAL EXERCICE 2025	6 662,20 €	TOTAL EXERCICE 2025 (B)	30 014,59 €
		SOLDE RAR 2025	
		TOTAL EXERCICE +RAR 2025 (déficit en investissement)	30 014,59 €

AFFECTATION AU BP 2026

FR 002 (A)	6 662,20 €
RI 001 (B)	30 014,59 €
DI 001	0,00 €
RI 1068	

5. Budget Annexe Lotissements ZA

FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT	
RESULTAT DE L'EXERCICE 2024		RESULTAT DE L'EXERCICE 2024	
DEPENSES 2024	-995 625,70 €	DEPENSES 2024	-995 625,53 €
RECETTES 2024	995 625,70 €	RECETTES 2024	995 625,53 €
RESULTAT FONCTIONNEMENT 2024 (A)	0,00 €	RESULTAT INVESTISSEMENT 2024	0,00 €
EXCEDENT REPORTE 2023	0,00 €	EXCEDENT REPORTE 2023	0,00
TOTAL EXERCICE 2024	0,00 €	TOTAL EXERCICE 2024 (B)	0,00 €
		SOLDE RAR 2024	0,00 €
		TOTAL EXERCICE +RAR 2024 (excédent en investissement)	0,00 €

AFFECTATION AU BP 2025 DU BUDGET PRINCIPAL

FR 002 (A)	0,00 €
RI 001 (B)	0,00 €
DI 001	0,00 €
RI 1068	0,00 €

6. Budget Annexe Eau

FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT	
RESULTAT DE L'EXERCICE 2025		RESULTAT DE L'EXERCICE 2025	
DEPENSES 2025	-5 261 295,28 €	DEPENSES 2025	-3 549 693,23 €
RECETTES 2025	4 248 652,49 €	RECETTES 2025	805 919,48 €
RESULTAT FONCTIONNEMENT 2025 (A)	-1 012 642,78 €	RESULTAT INVESTISSEMENT 2025	-2 743 773,75 €
EXCEDENT REPORTE 2024	244 727,39 €	EXCEDENT REPORTE 2024	2 795 127,33
TOTAL EXERCICE 2025	-767 915,39 €	TOTAL EXERCICE 2025 (B)	51 353,58 €
		SOLDE RAR 2024	
		TOTAL EXERCICE +RAR 2025 (excédent en investissement)	51 353,58 €

AFFECTATION AU BP 2025 DU BUDGET PRINCIPAL

FR 002 (A)	-767 915,39 €
RI 001 (B)	51 353,58 €
DI 001	0,00 €
RI 1068	0,00 €

7. Budget Annexe Assainissement

FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT	
RESULTAT DE L'EXERCICE 2025		RESULTAT DE L'EXERCICE 2025	
DEPENSES 2025	-2 281 739,94 €	DEPENSES 2025	-3 190 605,34 €
RECETTES 2025	2 391 232,91 €	RECETTES 2025	644 255,45 €
RESULTAT FONCTIONNEMENT 2025 (A)	109 492,97 €	RESULTAT INVESTISSEMENT 2025	-2 546 349,89 €
EXCEDENT REPORTE 2024	380 539,16 €	EXCEDENT REPORTE 2024	1 243 947,82 €
TOTAL EXERCICE 2025	490 032,13 €	TOTAL EXERCICE 2025 (B)	-1 302 402,07 €
		SOLDE RAR 2025	
		TOTAL EXERCICE +RAR 2025 (excédent en investissement)	-1 302 402,07 €

AFFECTATION AU BP 2026 DU BUDGET PRINCIPAL

FR 002 (A)	490 032,13 €
RI 001 (B)	
DI 001	-1 302 402,07 €
RI 1068	

8. Budget Annexe Transports

FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT	
RESULTAT DE L'EXERCICE 2025		RESULTAT DE L'EXERCICE 2025	
DEPENSES 2025	-630 406,00 €	DEPENSES 2025	-93 673,12 €
RECETTES 2025	630 406,00 €	RECETTES 2025	700 000,00 €
RESULTAT FONCTIONNEMENT 2025 (A)	0,00 €	RESULTAT INVESTISSEMENT 2025	606 326,88 €
EXCEDENT REPORTE 2024	0,00 €	EXCEDENT REPORTE 2024	0,00 €
TOTAL EXERCICE 2025	0,00 €	TOTAL EXERCICE 2025 (B)	606 326,88 €
		SOLDE RAR 2025	
		TOTAL EXERCICE +RAR 2025 (déficit en investissement)	606 326,88 €

AFFECTATION AU BP 2026

FR 002 (A)	0,00 €
RI 001 (B)	606 326,88 €
DI 001	0,00 €
RI 1068	

En résumé :

Les résultats provisoires nous donnent un aperçu de nos capacités réelles d'exécution, de la situation financière et des éventuels besoins de financement. En termes de résultats de gestion, portant uniquement sur les réalisations de l'exercice 2025, nous pouvons retenir :

Pour le budget principal :

- En section de fonctionnement, l'exercice se clôture avec un excédent de 2 524 010 €
- En section d'investissement, l'exercice se clôture avec un déficit (besoin de financement) de 13 495 334 €

Pour le budget Gestion des déchets (budget autonome) :

- En section de fonctionnement, l'exercice se clôture avec un déficit de 160 000 €
- En section d'investissement : l'exercice se clôture avec un excédent de 119 557 €

Pour le budget GEMAPI (budget autonome) :

- En section de fonctionnement, l'exercice se clôture avec un excédent de 178 475 €
- En section d'investissement : l'exercice se clôture avec un excédent de 170 825 €

Pour le budget SPANC (budget autonome) :

- En section de fonctionnement, l'exercice se clôture avec un déficit de 48 877 €
- En section d'investissement : l'exercice se clôture avec un excédent de 64 201 €

Pour le Budget ADS (budget autonome) :

- En section de fonctionnement, l'exercice se clôture avec un excédent de 17 253 €
- En section d'investissement : l'exercice se clôture avec un excédent de 5 122 €

Pour le budget Eau (Budget autonome) :

- En section de fonctionnement, l'exercice se clôture avec un déficit de 1 012 643 €
- En section d'investissement : l'exercice se clôture avec un déficit (besoin de financement) de 2 743 774 €

Pour le budget Assainissement (Budget autonome) :

- En section de fonctionnement, l'exercice se clôture avec un excédent de 961 845,97 €
- En section d'investissement : l'exercice se clôture avec un excédent de 236 982,37 €

Pour le budget Transports (Budget autonome) :

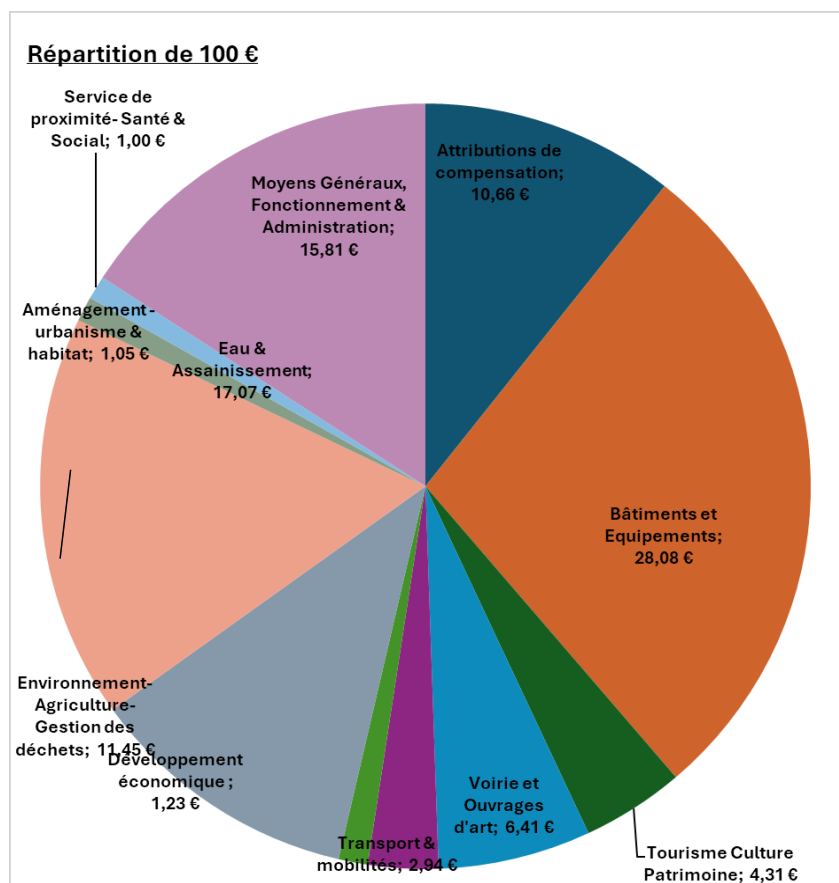
- En section de fonctionnement, l'exercice se clôture à l'équilibre.
- En section d'investissement : l'exercice se clôture avec un excédent de 606 327 €

Pour rappel, les budgets annexes maisons médicales, camping, port de plaisance, actipôle et orofusion sont clôturés au 31/12/2024 et leurs résultats intègrent le budget principal. Les budgets annexes ZA Pré du pont et ZAC Picardière fusionnent pour devenir le budget Lotissements ZA, et le budget transports a été créé sur l'exercice 2025 pour les activités de transport à la demande et de navette urbaine.

9. Illustration de la répartition des dépenses (Fonctionnement & Investissements)

Cette répartition des dépenses est construite à partir des chiffres provisoires arrêtés au 01 décembre 2025. La réalisation de l'exercice n'étant pas terminée, cette illustration est susceptible d'évoluer. Elle illustre néanmoins de manière fidèle la structure des dépenses de la communauté de communes Bugey-Sud.

	Exécution budgétaire 2025	Part en %	Part en €
Attributions de compensation	6 326 278,32 €	11%	10,66 €
Bâtiments et Equipements	16 669 143,76 €	28%	28,08 €
Tourisme Culture Patrimoine	2 556 183,62 €	4%	4,31 €
Voirie et Ouvrages d'art	3 804 761,19 €	6%	6,41 €
Transport & mobilités	1 746 433,99 €	3%	2,94 €
Développement économique	727 799,50 €	1%	1,23 €
Environnement-Agriculture-Gestion des déchets	6 793 424,39 €	11%	11,45 €
Eau & Assainissement	10 134 818,87 €	17%	17,07 €
Aménagement - urbanisme & habitat	621 540,88 €	1%	1,05 €
Service de proximité- Santé & Social	590 922,78 €	1%	1,00 €
Moyens Généraux, Fonctionnement & Administration	9 385 804,97 €	16%	15,81 €
Total général	59 357 112,27 €	100%	100,00 €



Pour 100 € dépensés :

- 15,81 € sont dédiés aux Moyens généraux, fonctionnement & administration (fonctions supports pour les services opérationnels)
- 17,07 € sont dédiés à l'Eau et l'Assainissement
- 11,45 € sont dédiés à l'Environnement, agriculture & gestion des déchets
- 10,66 € sont dédiés aux attributions de compensation
- 6,41 € sont dédiés à la voirie et aux ouvrages d'art
- 28,08 € sont dédiés aux bâtiments & équipements
- 1,23 € sont dédiés au Développement économique
- 4,31 € sont dédiés au Tourisme, Culture & Patrimoine
- 2,94 € sont dédiés au transport & mobilités
- 1,00 € sont dédiés au service de proximité, santé & social
- 1,05 € sont dédiés à l'Aménagement, urbanisme & habitat

IV. Finances & Fiscalité

1. Evolution de la DGF :

	2022	2023	2024	2025
Dotations d'intercommunalité	273 428,00 €	300 400,00 €	360 606,00 €	432 147,00 €
Dotation de compensation	1 665 294,00 €	1 655 626,00 €	1 628 228,00 €	1 569 103,00 €
Dotation globale de fonctionnement	1 938 722,00 €	1 956 026,00 €	1 988 834,00 €	2 001 250,00 €
Variation	-0,59%	0,89%	1,68%	0,62%
Coefficient d'intégration fiscale (CIF)	0,364	0,375	0,387	0,385
Population DGF	37351	37305	37318	37268
Montant total de DGF par habitant	52	52	53	54

En résumé :

- La dotation d'intercommunalité a évolué de 72 K€ entre 2024 et 2025
- La dotation de compensation a baissé entre 2024 et 2025 pour 60 K€
- Au global, la DGF a évolué de 0,62 % entre 2024 et 2025, soit 12 K€
- Le CIF évolue à 0,385
- La DGF par habitant augmente légèrement à 54 €.

Pour mémoire, en 2026, comme pour 2025, la loi de finances ne prévoit aucun abondement de l'Etat, c'est donc la répartition au sein des différentes dotations qui variera comme vu précédemment.

2. Evolution rétrospective des taxes et impôts directs locaux :

		2022	2023	2024	Attendu 2025
TH	PRODUITS	247 785 €	281 247 €	281 234 €	279 428 €
FB	PRODUITS	1 614 789 €	1 729 747 €	1 812 389 €	1 858 935 €
FNB	PRODUITS	152 035 €	163 267 €	169 192 €	170 812 €
CFE	PRODUITS	3 303 980 €	3 793 594 €	3 981 848 €	4 281 999 €
TAFNB		57 819,00 €	60 807,00 €	61 868,00 €	59 595,00 €
IFER		385 140,00 €	411 455,00 €	426 603,00 €	434 283,00 €
TASCOM		368 430,00 €	278 526,00 €	517 516,00 €	425 737,00 €
DCRTP		147 370,00 €	147 370,00 €	143 442,00 €	54 807,00 €
FNGIR		196 240,00 €	196 240,00 €	196 240,00 €	196 240,00 €
ALLOC COMPENSATRICES		2 467 022,00 €	2 700 188,00 €	2 842 293,00 €	3 454 968,00 €
DOTATION COMPENSATION PART SALAIRE		1 665 294,00 €	1 655 626,00 €	1 628 228,00 €	1 569 103,00 €
Dotation d'intercommunalité		273 428,00 €	300 400,00 €	360 606,00 €	432 147,00 €
TVA TH		1 901 024,00 €	1 953 872,00 €	1 970 467,00 €	1 975 758,00 €
TVA CVAE			1 716 788,00 €	1 729 194,00 €	1 733 644,00 €
GEMAPI		350 000,00 €	350 000,00 €	350 000,00 €	500 000,00 €
TEOM		3 660 970,00 €	3 923 590,00 €	4 141 055,00 €	4 238 639,00 €
TOTAL RECETTES FISCALES + DGF		18 397 745,99 €	19 662 717,24 €	20 612 175,08 €	21 666 095,00 €
AC REVERSEES		- 6 863 193,00 €	- 6 863 193,00 €	- 6 863 193,00 €	- 6 863 193,00 €
PEREQUATIONS FISCALES (FPIC)		- 231 941,00 €	- 228 860,00 €	- 258 360,00 €	- 283 801,00 €
TAXE GEMAPI		- 350 000,00 €	- 350 000,00 €	- 350 000,00 €	- 500 000,00 €
TEOM		- 3 660 970,00 €	- 3 923 590,00 €	- 4 141 055,00 €	- 4 238 639,00 €
TOTAL REVERSEMENTS		-11 106 104,00 €	-11 365 643,00 €	-11 612 608,00 €	-11 885 633,00 €
SOLDE FISCALITE DIRECTE		7 291 641,99 €	8 297 074,24 €	8 999 567,08 €	9 780 462,00 €

En résumé :

- Le produit de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires est en légère baisse en raison d'une réduction de l'assiette au niveau national.
- Les bases du foncier bâti, après la révision baissière de 2021, connaissent une évolution liée à l'inflation (IPCH).
- La CFE, sont en progression en raison de la revalorisation nationale des bases, et 130 K€ supplémentaires ont été enregistrés en raison de la revalorisation des bases minimum, conformément aux prévisions établies au budget.
- Les allocations compensatrices (TFPB, CFE, ...) ont progressé de manière importante en raison d'une augmentation de la compensation pour l'abattement de 50 % des locaux professionnels.
- Les péréquations fiscales (FPIC) restent défavorables, et malgré une tendance baissière sur les derniers exercices, le reversement au profit du fonds a encore augmenté en 2025.
- La dotation compensation TVA a été gelée en 2025 au niveau national, la dynamique étant décalée d'un exercice (TH & CVAE).
- Les Attributions de Compensation reversées sont stables et établies à + de 6 Millions d'€.
- La Taxe GEMAPI est stable.
- La TEOM a évolué en lien avec les bases fiscales mais le taux reste inchangé depuis 2021.

3. Recettes fiscales attendues en 2025

		2024	Attendu 2025	Hypothèses 2026	Taux de croissance
TH	PRODUITS	281 234 €	279 428 €	282 222 €	1,0%
FB	PRODUITS	1 812 389 €	1 858 935 €	1 877 524 €	1,0%
FNB	PRODUITS	169 192 €	170 812 €	172 520 €	1,0%
CFE	PRODUITS	3 981 848 €	4 281 999 €	4 324 819 €	1,0%
TAFNB		61 868,00 €	59 595,00 €	60 190,95 €	1,00%
IFER		426 603,00 €	434 283,00 €	447 311,49 €	3,00%
TASCOM		517 516,00 €	425 737,00 €	425 737,00 €	0,00%
DCRTP		143 442,00 €	54 807,00 €	- €	-100,00%
FNGIR		196 240,00 €	196 240,00 €	196 240,00 €	0,00%
ALLOC COMPENSATRICES		2 842 293,00 €	3 454 968,00 €	2 806 617,68 €	-18,77%
DOTATION COMPENSATION PART SALAIRE		1 628 228,00 €	1 569 103,00 €	1 569 103,00 €	0,00%
Dotation d'intercommunalité		360 606,00 €	432 147,00 €	432 147,00 €	0,00%
TVA TH		1 970 467,00 €	1 975 758,00 €	1 975 758,00 €	0,00%
TVA CVAE		1 729 194,00 €	1 733 644,00 €	1 733 644,00 €	0,00%
GEMAPI		350 000,00 €	500 000,00 €	500 000,00 €	0,00%
TEOM		4 141 055,00 €	4 238 639,00 €	4 281 025,39 €	1,00%
TOTAL RECETTES FISCALES + DGF		20 612 175,08 €	21 666 095,00 €	21 084 859,85 €	2,52%
AC REVERSEES		- 6 863 193,00 €	- 6 863 193,00 €	- 6 863 193,00 €	0,00%
PEREQUATIONS FISCALES (FPIC)		- 258 360,00 €	- 283 801,00 €	- 290 000,00 €	2,18%
TAXE GEMAPI		- 350 000,00 €	- 500 000,00 €	- 500 000,00 €	0,00%
TEOM		- 4 141 055,00 €	- 4 238 639,00 €	- 4 281 025,39 €	1,00%
TOTAL REVERSEMENTS		-11 612 608,00 €	-11 885 633,00 €	-11 934 218,39 €	1,91%
SOLDE FISCALITE DIRECTE		8 999 567,08 €	9 780 462,00 €	9 150 641,46 €	3,30%

Le contexte national doit être souligné pour éclairer les hypothèses de construction des recettes du budget 2026. En effet, le projet de loi de finances n'a pas encore été adopté et de nombreuses mesures concernent directement les collectivités territoriales et leurs établissements. Les hypothèses de croissance de certaines composantes de la fiscalité locale sont donc encore inconnues à ce jour.

Nous pouvons néanmoins retenir la croissance mécanique des bases foncières de 1 %, l'absence de dynamique de TVA en 2025, et la mise à jour des bases minimum de CFE sur l'exercice 2024 qui conduira à un maintien du niveau de recettes en plus de la dynamique des bases retenue à 1 %. Pour l'élaboration de son rapport d'orientations budgétaires, la CCBS a choisi de retenir des hypothèses prudentes. Cette approche a permis de constater des recettes légèrement supérieures aux prévisions lors de l'exercice 2025. Pour 2026, les hypothèses présentées ci-dessus, ajoutées au DILICO, devraient conduire à une légère baisse des recettes fiscales. Par ailleurs, l'architecture de la DGF devrait conduire à une baisse de la dotation de compensation et à une hausse de la dotation d'intercommunalité.

4. Evolution des attributions de compensation

Communes	Attribution de compensation 2024	Attribution de compensation 2025	Attribution de compensation 2026
Ambléon	- 4 527,56 €	- 4 527,56 €	- 4 527,56 €
Andert-et-Condon	11 469,88 €	11 469,88 €	11 469,88 €
Arboys en Bugey	19 363,73 €	19 363,73 €	19 363,73 €
Armix	- 3 770,08 €	- 3 770,08 €	- 3 770,08 €
Artemare	- 15 128,00 €	- 15 128,00 €	- 15 128,00 €
Arvière en Valromey	- 41 505,10 €	- 41 505,10 €	- 41 505,10 €
Belley	2 217 146,06 €	2 217 146,06 €	2 217 146,06 €
Culoz-Béon	1 686 957,96 €	1 686 957,96 €	1 686 957,96 €
Brégnier-Cordon	260 533,80 €	260 533,80 €	260 533,80 €
Brens	285 963,31 €	285 963,31 €	285 963,31 €
Ceyzérieu	37 675,32 €	37 675,32 €	37 675,32 €
Champagne en Valromey	- 11 319,25 €	- 11 319,25 €	- 11 319,25 €
Chazey-Bons Pugieu	197 034,18 €	197 034,18 €	197 034,18 €
Cheignieu-La-Balme	- 19 206,51 €	- 19 206,51 €	- 19 206,51 €
Colomieu	- 13 542,55 €	- 13 542,55 €	- 13 542,55 €
Contrevoz	9 453,95 €	9 453,95 €	9 453,95 €
Conzieu	- 4 777,81 €	- 4 777,81 €	- 4 777,81 €
Cressin-Rochefort	136 695,97 €	136 695,97 €	136 695,97 €
Cuzieu	- 45 240,69 €	- 45 240,69 €	- 45 240,69 €
Flaxieu	2 367,79 €	2 367,79 €	2 367,79 €
Groslée St Benoît	47 157,10 €	47 157,10 €	47 157,10 €
Haut Valromey (avec Ruffieu) fusion au 1 01 2025	6 759,51 €	15 516,22 €	15 516,22 €
Izieu	5 596,26 €	5 596,26 €	5 596,26 €
La Burbanche	- 9 025,51 €	- 9 025,51 €	- 9 025,51 €
Lavours	102 552,43 €	102 552,43 €	102 552,43 €
Magnieu	- 486 949,01 €	- 486 949,01 €	- 486 949,01 €
Marignieu	11 234,11 €	11 234,11 €	11 234,11 €
Massignieu-De-Rives	154 966,61 €	154 966,61 €	154 966,61 €
Murs-et-Gelignieux	166 965,03 €	166 965,03 €	166 965,03 €
Parves et Nattages	52 917,75 €	52 917,75 €	52 917,75 €
Peyrieu	190 926,87 €	190 926,87 €	190 926,87 €
Pollieu	6 577,45 €	6 577,45 €	6 577,45 €
Premeyzel	752,40 €	752,40 €	752,40 €
Rossillon	- 17 002,41 €	- 17 002,41 €	- 17 002,41 €
Ruffieu	- 22 275,73 €	- €	- €
Saint-Germain-Les-Paroisses	15 648,42 €	15 648,42 €	15 648,42 €
Saint-Martin-de-Bavel	- 20 791,93 €	- 20 791,93 €	- 20 791,93 €
Talissieu	25 533,96 €	25 533,96 €	25 533,96 €
Valromey sur Seran	- 69 174,74 €	- 69 174,74 €	- 69 174,74 €
Virieu-Le-Grand	4 842,32 €	4 842,32 €	4 842,32 €
Virignin	237 883,05 €	237 883,05 €	237 883,05 €
Vongnes	13 062,61 €	13 062,61 €	13 062,61 €
TOTAL	5 123 800,94 €	5 123 800,94 €	5 123 800,94 €

Aucune modification des AC n'est pour l'instant prévue en 2026.

V. Evolution de la dette 2024 – 2025 à emprunts constants

1. Budget principal

Budget	Objet	Montant de l'emprunt	Date début	Date fin	Durée	Taux	CRD au 31/12/2025	CRD au 31/12/2026
600-CC BUGEY SUD Budget Principal		13 646 631,83 €					8 033 971,69 €	7 426 863,71 €
<i>Dont emprunts réintégrés</i>		4 212 500,00 €					2 028 706,49 €	1 813 007,83 €
600-CC BUGEY SUD Budget Principal	TERRAIN HOPITAL	800 000,00 €	25/01/2011	25/01/2030	4 ans et 11 mois	2,91	195 158,06 €	156 126,46 €
600-CC BUGEY SUD Budget Principal	MAISON MEDICALE VIRIEU	325 000,00 €	04/08/2012	04/08/2026	1 an et 5 mois	3,5	27 263,87 €	- €
600-CC BUGEY SUD Budget Principal	MAISON MEDICALE VIRIEU	104 000,00 €	05/01/2013	05/01/2027	1 an et 10 mois	4,98	17 975,46 €	9 178,39 €
600-CC BUGEY SUD Budget Principal	BATIMENT AVIRON	450 000,00 €	25/07/2013	25/04/2028	3 ans et 2 mois	4,08	75 000,00 €	45 000,00 €
600-CC BUGEY SUD Budget Principal	FINANCEMENT PORT PLAISANCE VIRIGNIN	700 000,00 €	10/01/2015	10/12/2034	9 ans et 9 mois	3,21	370 659,74 €	334 555,63 €
600-CC BUGEY SUD Budget Principal	FINANCEMENT BAT ARTIS COLOR PLAST	285 000,00 €	10/12/2014	10/11/2029	4 ans et 8 mois	2,74	86 039,56 €	86 039,56 €
600-CC BUGEY SUD Budget Principal	FINANCEMENT BAT ARTIS SABLAGE PEINTURE	128 500,00 €	10/12/2014	10/11/2029	4 ans et 8 mois	2,74	38 793,21 €	29 280,22 €
600-CC BUGEY SUD Budget Principal	FINANCEMENT CAPITAINE PORT	400 000,00 €	25/10/2015	25/09/2035	10 ans et 7 mois	1,77	212 656,17 €	192 494,13 €
600-CC BUGEY SUD Budget Principal	CONSTRUCTION ACTIPOLE RHONE BUGEY	1 900 000,00 €	25/10/2015	25/09/2035	10 ans et 7 mois	1,77	1 010 116,42 €	914 346,75 €
600-CC BUGEY SUD Budget Principal	DEVELOPPEMENT TERRITOIRE	8 000 000,00 €	28/08/2017	31/07/2042	17 ans et 5 mois	1,49	5 631 641,71 €	5 330 010,87 €
600-CC BUGEY SUD Budget Principal	CONSTRUCTION MAISON SANTE CULOZ	370 000,00 €	15/02/2020	15/01/2040	14 ans et 10 mois	0,61	265 202,06 €	247 113,15 €
600-CC BUGEY SUD Budget Principal	EPF CAPITAN	101 807,70 €	30/09/2021	30/09/2032	7 ans et 7 mois	0	59 387,80 €	50 903,82 €
600-CC BUGEY SUD Budget Principal	EPF ANC	17 493,55 €	23/12/2022	23/12/2033	8 ans et 10 mois	0	11 662,35 €	10 204,55 €
600-CC BUGEY SUD Budget Principal	EPF COMATEL IMMORUS	64 830,58 €	28/07/2023	28/07/2028	3 ans et 5 mois	0	32 415,28 €	21 610,18 €

Le budget principal porte un total de 8 033 972 € de capital en début d'exercice, chiffre en baisse car l'emprunt prévu au budget 2025 n'a pas été souscrit. Un emprunt de 5,5 M€ est prévu dans le ROB, afin de couvrir le financement des projets supportés sur les exercices 2025 et 2026. Pour mémoire, le capital restant dû pour le budget principal avait fortement augmenté après l'intégration de la dette de plusieurs budgets annexes clôturés.

2. Budgets eau et assainissement

620-EAU		8 064 203,77 €					6 208 927,93 €	5 904 227,34 €
620-EAU	Emprunt 00004955370 COMMUNE D'ARVIERE-EN	50 000,00 €	10/02/2021	10/02/2040	14 ans et 11 mois	0,71	38 155,25 €	35 735,60 €
620-EAU	Emprunt 07076364 COMMUNE D'ARVIERE-EN-VA	61 481,20 €	18/03/2023	18/12/2026	1 an et 9 mois	2,8	16 019,39 €	- €
620-EAU	Emprunt MONS46003/001 CMNE DE BELLEY	600 000,00 €	01/03/2022	01/12/2041	16 ans et 9 mois	0,8	480 000,00 €	450 000,00 €
620-EAU	Emprunt 00001893308 COMMUNE DE BRENS	150 000,00 €	15/01/2016	15/10/2035	10 ans et 7 mois	2,29	83 525,80 €	76 005,03 €
620-EAU	Emprunt 2022900820P00001 CEYZERIEU	168 000,00 €	05/09/2025	05/09/2025	6 mois	2,34	- €	- €
620-EAU	Emprunt 00000699134 CMNE DE CHAZAY BONS	450 000,00 €	01/01/2011	01/10/2035	10 ans et 7 mois	3,46	227 138,76 €	207 781,72 €
620-EAU	Emprunt 3519134 CMNE DE CHAZAY BONS	200 000,00 €	15/01/2019	15/01/2038	12 ans et 10 mois	1,54	135 177,10 €	125 704,61 €
620-EAU	Emprunt MONS43847UR001 CMNE DE CONZIEU	46 516,07 €	01/02/2023	01/02/2035	9 ans et 11 mois	4,29	37 916,56 €	34 800,67 €
620-EAU	Emprunt MINS43846EUR001 CMNE DE CONZIEU	58 375,30 €	01/12/2023	01/12/2033	8 ans et 9 mois	5,18	45 520,32 €	40 783,93 €
620-EAU	Emprunt 10026797861 COMMUNE DE CONZIEU	6 310,85 €	25/01/2023	25/10/2026	1 an et 8 mois	6,11	1 723,83 €	- €
620-EAU	Emprunt 0000514645 CNE DE GROSLÉE-SAINT-	300 000,00 €	31/01/2010	31/01/2039	13 ans et 11 mois	4,57	182 387,59 €	172 800,24 €
620-EAU	Emprunt 00003616945 COMMUNE D'IZIEU	56 886,91 €	10/01/2023	10/01/2038	12 ans et 10 mois	1,63	47 310,23 €	44 013,38 €
620-EAU	Emprunt S100797 CMNE DE HAUT VALROMEY	640 000,00 €	01/04/2017	01/04/2056	31 ans et 1 mois	3	535 216,85 €	524 780,53 €
620-EAU	Emprunt 00001955870 CMNE DE LAVOURS	178 790,66 €	30/05/2016	29/02/2036	11 ans	2,1	100 893,62 €	91 896,42 €
620-EAU	Emprunt 30715301 CMN MAGNIEU SAINT CHAMP	150 000,00 €	01/02/2005	01/02/2024		4,21	- €	- €
620-EAU	Emprunt S139014 CMN MAGNIEU SAINT CHAMP	84 000,00 €	01/07/2017	01/07/2056	31 ans et 4 mois	1,5	65 100,00 €	63 000,00 €
620-EAU	Emprunt 00005658964 CMNE MARGINEU	160 000,00 €	15/06/2022	15/12/2036	11 ans et 9 mois	1,07	119 805,38 €	109 485,77 €
620-EAU	Emprunt 210960012 SAINT GERMAIN LES PAR	34 861,85 €	20/01/2023	20/02/2026	11 mois	6,35	2 016,79 €	- €
620-EAU	Emprunt 038448601 SAINT GERMAIN LES PARO	38 140,86 €	30/01/2023	31/10/2030	5 ans et 8 mois	3,69	25 133,03 €	20 468,67 €
620-EAU	Emprunt 9659448 ST MARTIN DE BAVEL	100 000,00 €	25/05/2016	25/02/2041	16 ans	2,42	67 966,41 €	64 234,50 €
620-EAU	Emprunt 023859901 SIE BAS VALROMEY	14 873,66 €	31/08/2023	31/08/2024		3,95	- €	- €
620-EAU	Emprunt 023859901 SIE MASSIGNIEU NATTAGE	145 000,00 €	30/09/2004	30/06/2024		4,42	- €	- €
620-EAU	Emprunt 00005792405 SIE MASSIGNIEU NATTA	100 000,00 €	01/10/2022	01/07/2032	7 ans et 4 mois	1,63	69 266,50 €	59 478,48 €
620-EAU	Emprunt 3247468 SI ANDERT CONDON PUGIEU	15 000,00 €	25/04/2007	25/01/2027	1 an et 11 mois	4,12	1 339,37 €	273,62 €
620-EAU	Emprunt 3570207 SI ANDERT CONDON PUGIEU	60 000,00 €	01/02/2019	01/11/2028	3 ans et 8 mois	1,01	18 639,55 €	12 488,88 €
620-EAU	Emprunt 00004248397 CMNE DE HAUT VALROM	311 150,73 €	15/11/2023	15/11/2044	19 ans et 8 mois	0,7	271 479,90 €	258 070,73 €
620-EAU	Emprunt A0111731000 CMNE D'ARTEMARE	119 721,24 €	25/02/2023	25/05/2032	7 ans et 3 mois	5,5	87 876,09 €	76 150,18 €
620-EAU	Emprunt A0111157 CMNE DE CULOZ	823 464,35 €	20/01/2023	20/01/2040	14 ans et 10 mois	4,13	718 737,45 €	680 859,93 €
620-EAU	Emprunt 00001004738 VIRIEU LE GRAND	67 543,02 €	15/03/2023	15/12/2026	1 an et 9 mois	4,66	18 076,53 €	- €
620-EAU	EMPRUNT MAGNIEU EAU	89 087,07 €	01/05/2023	01/11/2042	17 ans et 8 mois	2,05	78 730,71 €	74 818,01 €
620-EAU	RENOV RESEAU EAU	2 785 000,00 €	01/03/2025	01/12/2054	29 ans et 9 mois	3,76	2 733 774,92 €	2 680 596,44 €

Le budget de l'eau porte 31 emprunts pour un capital restant dû au 01 janvier 2026 de 6 208 928 €, avec une échéance totale de 305 K€ pour l'exercice. Aucun emprunt n'a été souscrit en 2025, un emprunt est programmé pour l'exercice 2026 avec un montant restant à définir.

621-ASSAINISSEMENT		9 151 269,76 €				6 545 212,19 €	6 145 797,89 €	
621-ASSAINISSEMENT	Emprunt A0112206 CMNE D ARBOYS EN BUGEY	409 863,49 €	25/10/2013	25/10/2036	11 ans et 8 mois	4,59	229 054,91 €	211 571,61 €
621-ASSAINISSEMENT	Emprunt MONS43841EUR/001 D ARVIERE-EN-V	155 216,41 €	01/05/2019	01/11/2037	12 ans et 8 mois	4,77	114 353,93 €	107 109,43 €
621-ASSAINISSEMENT	Emprunt MONS43839EUR/001 BELLEY	360 000,00 €	01/05/2018	01/02/2033	7 ans et 11 mois	1,15	181 745,42 €	157 567,60 €
621-ASSAINISSEMENT	Emprunt 7050322 CMNE DE BEON	300 000,00 €	25/11/2006	25/11/2035	10 ans et 9 mois	3,69	137 583,14 €	125 957,97 €
621-ASSAINISSEMENT	Emprunt 00000434107 CMNE DE BRENS	52 955,53 €	31/08/2023	31/08/2028	3 ans et 6 mois	4,35	28 166,68 €	19 174,65 €
621-ASSAINISSEMENT	Emprunt 00002343237 CHAMPAGNE-EN-VALROM	40 902,17 €	30/01/2023	31/12/2026	1 an et 10 mois	0,75	10 341,24 €	- €
621-ASSAINISSEMENT	Emprunt 00000810266 CMNE CHAZAY BONS	132 549,74 €	30/05/2011	30/05/2035	10 ans et 3 mois	3,52	61 372,11 €	55 419,55 €
621-ASSAINISSEMENT	Emprunt 900386 CMNE DE CHAZAY BONS	200 000,00 €	01/11/2011	01/11/2035	10 ans et 8 mois	4,62	103 855,15 €	95 450,61 €
621-ASSAINISSEMENT	Emprunt 00029022101 CMNE DE CONTREVOZ	67 131,90 €	19/04/2005	19/04/2024		4,42	- €	- €
621-ASSAINISSEMENT	Emprunt 00000829519 CMNE DE CONTREVOZ	93 180,35 €	30/11/2011	30/11/2025	9 mois	3,98	6 819,65 €	6 819,65 €
621-ASSAINISSEMENT	Emprunt 00000220765 CMNE DE CONTREVOZ	289 857,86 €	05/01/2009	05/01/2038	12 ans et 10 mois	4,87	168 486,93 €	158 318,61 €
621-ASSAINISSEMENT	Emprunt 5103831 CMNE DE FLAXIEU	288 334,63 €	01/09/2023	01/09/2055	30 ans et 6 mois	3	273 621,79 €	267 467,85 €
621-ASSAINISSEMENT	Emprunt MONS43857EUR/001 HAUT VALROMEY	42 533,09 €	01/02/2023	01/02/2027	1 an et 11 mois	4,71	18 195,46 €	9 307,00 €
621-ASSAINISSEMENT	Emprunt 9172083 CMNE MAGNIEU SAINT CHAM	300 000,00 €	25/08/2013	25/05/2033	8 ans et 3 mois	4,65	145 697,98 €	129 063,79 €
621-ASSAINISSEMENT	Emprunt 10278 07209 00020281502 MAGNIEU	200 000,00 €	30/06/2013	31/03/2033	8 ans et 1 mois	4,3	92 753,46 €	81 604,32 €
621-ASSAINISSEMENT	Emprunt 07209 202585 002 02 MAGNIEU ST	50 000,00 €	31/12/2012	31/12/2026	1 an et 10 mois	4,65	4 494,75 €	- €
621-ASSAINISSEMENT	Emprunt 00004291242 CMNE DE MARIGNEU	195 449,02 €	29/12/2022	29/12/2032	7 ans et 10 mois	0,88	119 982,10 €	100 698,48 €
621-ASSAINISSEMENT	Emprunt 481612 MASSIGNEU DE RIVE	150 000,00 €	31/01/2010	31/01/2029	3 ans et 11 mois	4,2	39 058,66 €	29 888,12 €
621-ASSAINISSEMENT	Emprunt 00005432914 MASSIGNEU RIVES	350 000,00 €	02/05/2023	02/05/2042	17 ans et 2 mois	0,91	301 455,70 €	284 978,88 €
621-ASSAINISSEMENT	Emprunt 00006058467 MASSIGNEU-DE-RIVES	30 000,00 €	01/11/2023	01/11/2037	12 ans et 8 mois	2,83	24 960,43 €	23 184,61 €
621-ASSAINISSEMENT	Emprunt 1511131 CMNE DE PEYRIEU_Bovinif	550 000,00 €	30/04/2008	30/01/2048	22 ans et 11 mois	4,83	423 000,91 €	412 110,16 €
621-ASSAINISSEMENT	Emprunt A0115253000 CMNE DE POLLIEU	300 000,00 €	25/06/2016	25/06/2040	15 ans et 4 mois	2,5	198 325,06 €	187 265,17 €
621-ASSAINISSEMENT	Emprunt 00003834610 CMNE DE ROSSILLON	94 128,32 €	30/06/2020	30/06/2028	3 ans et 4 mois	1,03	32 342,11 €	21 670,59 €
621-ASSAINISSEMENT	Emprunt 0000062128 SAINT GERMANUS LES P	386 259,19 €	30/03/2023	30/06/2037	12 ans et 4 mois	4,43	325 225,14 €	309 020,85 €
621-ASSAINISSEMENT	Emprunt 116479 ST MARTIN BAVEL 53965 53	597 000,00 €	01/03/2022	01/12/2046	21 ans et 9 mois	0,69	507 646,72 €	485 085,52 €
621-ASSAINISSEMENT	Emprunt 1291186 ST MARTIN DE BAVEL	129 620,00 €	30/04/2013	30/04/2032	7 ans et 2 mois	4,73	57 504,70 €	50 437,75 €
621-ASSAINISSEMENT	Emprunt 00003982125 VALROMEY SUR SERAN	109 421,36 €	25/12/2022	25/06/2039	14 ans et 4 mois	1,19	89 589,93 €	83 332,27 €
621-ASSAINISSEMENT	Emprunt MONS25228EUR VALROMEY SUR SERAN	69 365,65 €	01/04/2023	01/04/2033	8 ans et 1 mois	5,11	54 045,07 €	48 407,62 €
621-ASSAINISSEMENT	Emprunt 1512158 VALROMEY SUR SERAN	18 973,87 €	31/10/2023	31/10/2025	8 mois	2,65	81 026,13 €	81 026,13 €
621-ASSAINISSEMENT	Emprunt 4330201 VALROMEY SUR SERAN	19 753,15 €	05/01/2023	05/01/2026	10 mois	3,61	6 169,50 €	- €
621-ASSAINISSEMENT	Emprunt 2118039 VALROMEY SUR SERAN	146 396,14 €	24/10/2023	24/10/2036	11 ans et 8 mois	1,57	117 655,79 €	107 773,30 €
621-ASSAINISSEMENT	Emprunt A0109864 VALROMEY SUR SERAN	168 788,54 €	05/01/2023	05/01/2029	3 ans et 10 mois	4,25	101 750,98 €	77 447,56 €
621-ASSAINISSEMENT	Emprunt 00001808150 CMNE DE VONGNES	61 356,99 €	07/01/2023	07/07/2035	10 ans et 4 mois	1,96	48 264,60 €	43 727,01 €
621-ASSAINISSEMENT	Emprunt 5310202 CMNE GROSLEE-SAINT-BENDI	307 605,24 €	01/08/2023	01/08/2060	35 ans et 5 mois	3,06	283 320,60 €	275 225,72 €
621-ASSAINISSEMENT	Emprunt 5060656 GROSLEE-SAINT-BENDIT	181 250,11 €	01/03/2023	01/09/2044	19 ans et 6 mois	3	156 250,15 €	147 916,82 €
621-ASSAINISSEMENT	Emprunt 00006119883 HAUT VALROMEY	235 000,00 €	01/12/2024	01/12/2024		2,97	- €	- €
621-ASSAINISSEMENT	EMPRUNT 072090020313603 MAGNIEU ST CHAM	158 377,01 €	01/05/2023	01/11/2042	17 ans et 8 mois	2,05	139 965,65 €	133 009,74 €
621-ASSAINISSEMENT	RENDU RESEAUX ASST	1 910 000,00 €	01/03/2025	01/12/2054	29 ans et 9 mois	3,76	1 874 868,96 €	1 838 398,25 €

Le budget de l'assainissement porte 39 emprunts pour un capital restant dû au 01 janvier 2026 de 6 545 212 €, pour une échéance annuelle de 399 K€. La dette sur les budgets de l'eau et de l'assainissement est répartie en de nombreux emprunts, 70 au total, qui sont pour majorité hérités des communes. Certains emprunts ont de plus une durée d'amortissement longue pour un capital relativement faible, c'est pourquoi il était envisagé dès 2025 une renégociation de la dette, qui n'a pu se concrétiser mais qui est toujours projetée sur 2026.

Par ailleurs, un emprunt d'environ 1,4 M€ est prévu au budget assainissement sur l'exercice 2025, il est fortement probable qu'il soit mobilisé avant la fin de l'année. Il s'ajoutera donc à l'échéancier prévisionnel présenté ici.

3. Autres budgets annexes

604-Lotissements ZA		1 485 500,07 €				1 010 671,28 €	1 010 671,28 €	
604-Lotissements ZA	2013 AVANCE DU BUDGET GENERAL	1 485 500,07 €	22/12/2015	31/12/2026	1 an et 10 mois	0	1 010 671,28 €	1 010 671,28 €
613-GESTION DES DECHETS		2 000 000,00 €					1 022 358,27 €	888 140,74 €
613-GESTION DES DECHETS	Tx instal conteneurs semi-enterrés	2 000 000,00 €	30/05/2018	30/04/2033	8 ans et 2 mois	1,19	1 022 358,27 €	888 140,74 €

Le budget gestion des déchets ne porte qu'un seul emprunt pour 1 022 358 € de CRD au 01 janvier 2026. Il est important de préciser que l'emprunt du budget de la zone d'activité est constitué par une avance du budget général, et ne constitue donc pas une créance à l'égard d'un organisme prêteur extérieur. Enfin, le budget transports, nouvellement créé en 2025, est également concerné par une avance de trésorerie de 700 000 €.

VI. Autres indicateurs

1. Ratios de niveau

Pour 2024, la population DGF était de 37 318 habitants, et elle n'est pas encore connue pour les bases de calcul 2025. Au moment de l'élaboration de ce rapport, elle est donc identique.

Ratios de niveau (BP)				
	Total 2024	Par hbt/2024	Total 2025	Par hbt/2025
Dépenses de fonctionnement	18 522 742,70 €	496,35 €	19 287 345,10 €	516,84 €
Recettes de fonctionnement	20 925 039,49 €	560,72 €	21 811 355,15 €	584,47 €
DGF	1 988 834,00 €	53,29 €	2 001 250,00 €	53,63 €
Dettes*	9 260 880,44 €	248,16 €	8 033 971,69 €	215,28 €

Dettes à périmètre constant, intégrant les budgets annexes clôturés

Ratios de niveau (BP+BA)				
	Total 2024	Par hbt/2024	Total 2025	Par hbt/2025
Dépenses de fonctionnement	34 913 941,59 €	935,58 €	34 507 217,05 €	924,68 €
Recettes de fonctionnement	38 314 181,04 €	1 026,69 €	36 115 728,27 €	967,78 €
DGF	1 988 834,00 €	53,29 €	2 001 250,00 €	53,63 €
Dettes	22 821 141,36 €	611,53 €	22 821 141,36 €	611,53 €

2. Ratios de solvabilité budgétaire

EPARGNE DE GESTION TOUS BUDGETS CCBS	CA 2022	CA 2023	CA 2024	Atterrissage 2025
Section de Fonctionnement				
Résultat exercice (dont reports)	2 702 004,80 €	5 194 385,05 €	8 515 446,06 €	8 622 410,39 €
Recettes de gestion	23 142 799,37 €	32 026 222,24 €	34 305 281,16 €	33 269 949,77 €
Dépenses de gestion	19 767 016,56 €	27 099 576,42 €	29 126 437,30 €	30 051 840,35 €
Épargne de gestion	3 375 782,81 €	4 926 645,82 €	5 178 843,86 €	3 218 109,42 €
Charges financières	195 559,71 €	517 073,43 €	446 349,47 €	565 524,03 €
Épargne brute (CAF Brute)	3 180 223,10 €	4 409 572,39 €	4 732 494,39 €	2 652 585,39 €
Remboursement d'emprunts	778 024,33 €	1 450 027,43 €	1 630 736,75 €	708 607,33 €
Taux d'épargne brute	13,74%	13,77%	13,80%	7,97%
Épargne nette (CAF Nette)	2 402 198,77 €	2 959 544,96 €	3 101 757,64 €	1 943 978,06 €
Encours de dette au 31/12	11 180 026,56 €	21 135 197,05 €	22 821 141,36 €	21 810 470,08 €
Capacité de désendettement	3,52	4,79	4,82	8,22

En résumé :

- En 2025, un habitant de l'EPCI produit une recette de 584 € et représente 516 € en charge pour le budget principal.
- En 2025, un habitant de l'EPCI produit une recette de 968 € et représente une dépense de 925 € pour l'ensemble des budgets (principal et annexes).
- Après intégration des emprunts des budgets clôturés, la dette par habitant sur le budget principal est de 215 € en 2025.
- La dette par habitant sur l'ensemble des budgets est de 612 €.
- Le taux d'épargne de gestion est de 17% pour le Budget Principal et de 7,97 % pour tous les budgets confondus (seuil d'alerte en dessous de 7 %).
- La capacité de désendettement pour tous les budgets est établie à 8,22 années (seuil d'alerte à partir de 11 ans).

VII. Orientations 2026 & Plan Pluriannuel (BP) 2026-2030

1. PPI & PPF (prospective à valeur de décembre 2025)

	CA 2024	CA provisoire 2025	2026	2027	2028	2029	2030
Section de Fonctionnement							
Recettes de fonctionnement (dont report)	25 773 024,73 €	28 904 167,32 €	21 881 418,19 €	20 526 667,13 €	20 720 864,12 €	20 916 958,60 €	21 114 969,33 €
Dépenses de fonctionnement	18 522 742,70 €	19 287 345,10 €	21 881 418,20 €	20 512 634,18 €	20 579 880,00 €	20 647 462,04 €	20 715 382,00 €
Résultat de fonctionnement	2 402 296,79 €	2 524 010,05 €	- 1 681 829,84 €	14 032,96 €	140 984,12 €	269 496,55 €	399 587,32 €
Total Exercice (dont report)	7 250 282,03 €	9 616 822,22 €	0,00 €	14 032,96 €	140 984,12 €	269 496,55 €	399 587,32 €
Recettes de gestion	20 779 110,76 €	21 106 050,31 €	20 059 588,35 €	20 359 167,13 €	20 553 364,12 €	20 749 458,60 €	20 947 469,33 €
Dépenses de gestion	17 028 558,31 €	17 333 300,62 €	18 489 591,08 €	18 629 634,18 €	18 687 465,00 €	18 745 584,97 €	18 803 995,54 €
Epargne de gestion	3 750 552,45 €	3 772 749,69 €	1 569 997,28 €	1 729 532,96 €	1 865 899,12 €	2 003 873,63 €	2 143 473,78 €
Epargne Brute (CAF Brute)	3 648 011,24 €	3 632 749,69 €	1 347 497,28 €	1 424 532,96 €	1 560 899,12 €	1 698 873,63 €	1 838 473,78 €
Remboursement d'emprunts	361 811,87 €	704 341,00 €	724 311,87 €	979 341,00 €	979 341,00 €	979 341,00 €	979 341,00 €
Taux d'épargne brute	18%	17%	7%	7%	8%	8%	9%
Epargne nette (CAF Nette)	3 286 199,37 €	2 928 408,69 €	623 185,41 €	445 191,96 €	581 558,12 €	719 532,63 €	859 132,78 €
Section d'Investissement							
Recettes d'investissement (dont report)	11 868 116,72 €	14 103 381,26 €	25 689 879,84 €	4 665 885,08 €	3 998 567,96 €	4 134 981,20 €	4 273 003,01 €
Dépenses d'investissement	6 526 803,10 €	22 038 373,64 €	26 324 939,64 €	4 981 900,80 €	4 662 856,72 €	5 011 129,76 €	5 222 989,57 €
Résultat d'investissement	- 1 389 257,50 €	- 13 495 333,51 €	- 7 299 932,58 €	- 319 044,08 €	- 348 273,04 €	- 211 859,80 €	- 73 837,99 €
Total Exercice (dont report)	5 341 313,62 €	- 7 934 992,38 €	- 635 059,80 €	- 316 015,72 €	- 664 288,76 €	- 876 148,57 €	- 949 986,55 €
Besoin de financement	- €	- 7 934 992,38 €	- 635 059,80 €	- 316 015,72 €	- 664 288,76 €	- 876 148,57 €	- 949 986,55 €
RAR recettes	1 602 571,00 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
RAR dépenses	6 065 270,00 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Encours de dette au 31/12	8 652 273,11 €	8 033 971,69 €	12 926 863,71 €	11 947 522,71 €	10 968 181,71 €	9 988 840,71 €	9 009 499,71 €
Capacité de desendetttement (Dette/Epargne brute)	2,37	2,21	9,59	8,39	7,03	5,88	4,90

2. Budget prévisionnel 2026

Section de fonctionnement

	CA 2024	CA provisoire 2025	2026
Section de Fonctionnement			
Recettes de fonctionnement (dont report)	25 773 024,73 €	28 904 167,32 €	21 881 418,19 €
002- Report Excédent Budget principal	4 847 985,24 €	7 092 812,17 €	1 681 829,84 €
002- Report Excédent budgets annexes		- €	- €
002- Report Excédent Budget centre aquatique		- €	- €
013- Atténuations de charges	63 259,69 €	84 423,10 €	50 000,00 €
70- Produits services, domaine et vente	1 461 789,55 €	1 473 452,40 €	1 480 819,66 €
73- Impôts et taxes	13 165 735,66 €	12 853 019,60 €	12 431 633,45 €
74- Dotations et participations	6 037 758,22 €	6 422 252,16 €	5 807 867,68 €
75- Autres produits de gestion courante	50 567,64 €	272 903,05 €	289 267,57 €
76- Produits financiers	- €	- €	- €
77- Produits exceptionnels	2 666,73 €	35 304,84 €	25 000,00 €
78- Reprise de provisions	- €	170 000,00 €	- €
042- Opération ordre transfert entre sections	143 262,00 €	500 000,00 €	115 000,00 €
Dépenses de fonctionnement	18 522 742,70 €	19 287 345,10 €	21 881 418,20 €
002- Report déficit			
011- Charges à caractère général	3 979 718,39 €	4 679 225,46 €	5 004 755,00 €
Dont DSC Belley			
012- Charges de personnel	4 126 857,96 €	4 368 293,68 €	5 111 488,00 €
014- Atténuations de produits	6 391 331,57 €	6 767 189,84 €	6 758 470,52 €
65- Autres charges de gestion courante	2 428 109,18 €	1 378 591,64 €	1 392 377,56 €
66- Charges financières	102 541,21 €	140 000,00 €	222 500,00 €
67- Charges exceptionnelles	5 790,60 €	10 000,00 €	- €
68- Dotations provisions	180 000,00 €	94 500,00 €	- €
022- Dépenses imprévues	- €	- €	- €
023- Virement à la section d'investissement	- €	- €	1 791 827,12 €
042- Opération ordre transfert entre sections	1 308 393,79 €	1 849 544,48 €	1 600 000,00 €
Résultat de fonctionnement	2 402 296,79 €	2 524 010,05 €	- 1 681 829,84 €
Total Exercice (dont report)	7 250 282,03 €	9 616 822,22 €	- 0,00 €
Recettes de gestion	20 779 110,76 €	21 106 050,31 €	20 059 588,35 €
Dépenses de gestion	17 028 558,31 €	17 333 300,62 €	18 489 591,08 €
Épargne de gestion	3 750 552,45 €	3 772 749,69 €	1 569 997,28 €
Épargne Brute (CAF Brute)	3 648 011,24 €	3 632 749,69 €	1 347 497,28 €
Remboursement d'emprunts	361 811,87 €	704 341,00 €	724 311,87 €
Taux d'épargne brute	18%	17%	7%
Épargne nette (CAF Nette)	3 286 199,37 €	2 928 408,69 €	623 185,41 €

Les recettes de fonctionnement sont attendues en baisse en 2026, principalement en raison de l'affectation de l'excédent pour couvrir le besoin de financement de la section d'investissement. En effet, l'excédent reporté évoluerait de 7,1 M€ à 1,7 M€. Il est important de noter la baisse des recettes issues des impôts, taxes, dotations et participations, en raison de l'impact anticipé du PLF. Les recettes de fonctionnement sont donc plus contraintes et leur dynamique est contrainte par les mesures nationales, comme précisé ci-dessus. Les autres produits de gestion courante se maintiennent à un niveau plus élevé que les exercices précédents en raison de l'intégration des budgets annexes qui percevaient des loyers.

Les dépenses de fonctionnement poursuivent une hausse continue principalement portée par les charges de personnel et la réinscription d'un virement à la section d'investissement pour 1,8 M€. Les charges à caractère général sont en revanche contenues pour respecter les objectifs fixés par la lettre de cadrage, à savoir un maintien des enveloppes. Dans l'esprit, il s'agit d'un budget de reconduction s'adaptant au calendrier électoral.

Au global, l'épargne brute se maintient mais il convient de constater un resserrement entre les dépenses et les recettes de fonctionnement, qui devra être maîtrisé pour les exercices à venir. Les diverses réformes pesant sur les finances locales, notamment en matière fiscale, devront être particulièrement surveillées. Dans tous les cas, les ratios ici présentés doivent être vus par le prisme d'un programme d'investissement ambitieux sur les exercices 2025 et 2026.

Section d'investissement

	CA 2024	CA provisoire 2025	2026
Section d'Investissement			
Recettes d'investissement (dont report)	11 868 116,72 €	14 103 381,26 €	25 689 879,84 €
001- Report Excedent	6 730 571,12 €	5 560 341,13 €	- €
001- Report Excedent Centre aquatique			- €
001- Report Excedent La Buisnière			- €
10- Dotations, fonds divers et réserves	1 679 136,39 €	1 053 771,59 €	10 698 052,72 €
13- subvention d'investissement	978 863,09 €	3 594 691,70 €	4 500 000,00 €
16- Emprunts et dettes assimilées	- €	714,88 €	5 500 000,00 €
165- Dépôts et cautionnements reçus			- €
18- Compte de liaison	- €	- €	- €
20-Immobilisations incorporelles	- €	- €	- €
204-Subvention d'équipements versées	1 560,85 €	1 710,69 €	- €
21- Immobilisations corporelles	15,29 €	- €	- €
22- Immobilisations reçues en affectation	- €	- €	- €
23- immobilisations en cours	- €	- €	- €
26- Participation et créances rattachées	- €	- €	- €
27- Autres immobilisations financières	19 032,56 €	700 650,00 €	100 000,00 €
45- Opérations sous mandat	534 802,19 €	38 694,00 €	- €
021- Virement de la section de fonctionnement	- €	- €	1 791 827,12 €
024-Produits des cessions d'immobilisations	- €	274 200,00 €	- €
040-Opération ordre transfert entre sections	1 308 393,79 €	1 849 544,48 €	1 600 000,00 €
041-Opérations patrimoniales	615 741,44 €	1 029 062,79 €	1 500 000,00 €
Dépenses d'investissement	6 526 803,10 €	22 038 373,64 €	26 324 939,64 €
001- Report déficit			7 934 992,38 €
10- Dotations, fonds divers et réserves	- €	- €	- €
13- subvention d'investissement	- €	15 510,00 €	- €
16- Emprunts et dettes assimilées	361 811,87 €	704 341,00 €	724 311,87 €
18- Compte de liaison	- €	- €	- €
20-Immobilisations incorporelles	1 345 305,70 €	551 158,66 €	- €
204-Subvention d'équipements versées	112 268,00 €	826 217,91 €	200 000,00 €
21- Immobilisations corporelles	3 290 870,68 €	4 248 673,04 €	15 781 652,39 €
22- Immobilisations reçues en affectation	- €	- €	- €
23- immobilisations en cours	570 573,53 €	13 535 742,36 €	- €
26- Participation et créances rattachées	51 783,00 €	43 983,00 €	43 983,00 €
27- Autres immobilisations financières	35 186,88 €	721 046,88 €	25 000,00 €
45- Opérations sous mandat	- €	15 510,00 €	- €
020-Dépenses Imprévues (7,5%)	- €	- €	- €
040-Opération ordre transfert entre sections	143 262,00 €	350 284,00 €	115 000,00 €
041-Opérations patrimoniales	615 741,44 €	1 025 906,79 €	1 500 000,00 €
Résultat d'investissement	- 1 389 257,50 €	- 13 495 333,51 €	- 7 299 932,58 €
Total Exercice (dont report)	5 341 313,62 €	- 7 934 992,38 €	- 635 059,80 €
Besoin de financement		7 934 992,38 €	635 059,80 €
RAR recettes	1 602 571,00 €	- €	- €
RAR dépenses	6 065 270,00 €	- €	- €
Encours de dette au 31/12	8 652 273,11 €	8 033 971,69 €	12 926 863,71 €
Capacité de desendetttement (Dette/Epargne brute)	2,37	2,21	9,59

Les recettes d'investissement sont principalement constituées par le report de l'excédent, le virement de la section de fonctionnement et les subventions d'investissement. Ces dernières se maintiennent à un niveau élevé en raison de la réalisation en cours de gros projets (centre nautique, siège) assortis de subventions. Par ailleurs, un emprunt de 3,5 M€ était programmé pour assurer la soutenabilité financière du plan d'investissements en 2025, mais il n'a pas été réalisé. C'est pourquoi un emprunt de 5,5 M€ est envisagé dans les hypothèses de construction de l'exercice 2026. Enfin, les mêmes causes conduisent à maintenir un montant important de FCTVA, qui est encore versé de manière contemporaine pour les EPCI à fiscalité propre.

Le programme d'investissements 2026 comporte plusieurs projets financièrement majeurs, à savoir la rénovation du centre nautique de Belley, la réhabilitation de l'ancien EHPAD en siège social, la création d'une voie verte entre Cressin-Rochefort et Culoz, la requalification du Musée du Marais et de la Cascade de Glandieu. Les montants par projets sont détaillés ci-dessous. De plus, en 2025, a été adopté un PFFS comportant un fonds de concours de 600 K€ à destination des communes. Les montants ayant été attribués, ceux non versés feront l'objet d'un reste à réaliser.

VIII. Les projets 2026

1. Bâtiments

Services	Intitulé Projets/Actions	Autorisation de programme/ Coût Opération	2026	2027
			Dépenses/ CP Investissement	Dépenses/ CP Investissement
Bâtiment	SIEGE Communautaire/Ehpad	6 900 000,00 €	1 152 435,00 €	
Bâtiment	Déménagement Siège et Régie	45 000,00 €	45 000,00 €	
Bâtiment	Mobilier Siège	122 000,00 €	122 000,00 €	
Bâtiment	Barrière belvédère du Fenestrez	22 000,00 €	22 000,00 €	
Bâtiment	Etudes et travaux Réhabilitation Piscine	11 750 000,00 €	4 836 405,00 €	
Bâtiment	Installation piscine (logiciels, matériel ect.)	210 000,00 €	210 000,00 €	
Bâtiment	Maison de santé Virieu ET Culoz	57 500,00 €	57 500,00 €	
Bâtiment	Aménagement Actipôle	65 000,00 €	65 000,00 €	
Bâtiment	Aire d'accueil de Glandieu (études)	105 000,00 €	105 000,00 €	500 000,00 €
Bâtiment	Terrains familiaux Bilignin	180 000,00 €	50 000,00 €	150 000,00 €
Bâtiment	Aire de grand passage (raccordement électrique)	25 000,00 €	25 000,00 €	
Bâtiment	Mobilier MFS	40 000,00 €	40 000,00 €	
Bâtiment	Prise de capital	43 983,00 €	43 983,00 €	
	TOTAL	19 565 483,00 €	6 774 323,00 €	650 000,00 €

2. Voirie

Services	Intitulé Projets/Actions	Autorisation de programme/ Coût Opération	2026	2027
			Dépenses/ CP Investissement	Dépenses/ CP Investissement
Voirie	Opérations de travaux voirie	7 659 000,00 €	2 349 000,00 €	1 900 000,00 €
Voirie	Ouvrages d'art	500 000,00 €	100 000,00 €	250 000,00 €
Voirie	Signalisation verticale	160 000,00 €	40 000,00 €	40 000,00 €
Voirie	Etudes & diagnostics	30 000,00 €	30 000,00 €	30 000,00 €
Voirie	Voirie Glandieu	120 000,00 €	167 000,00 €	
Voirie	Site du Tanneur - aménagements de voirie	315 000,00 €		150 000,00 €
	TOTAL	8 349 000,00 €	2 686 000,00 €	2 370 000,00 €

3. Tourisme

Services	Intitulé Projets/Actions	Autorisation de programme/ Coût Opération	2026	2027
			Dépenses/ CP Investissement	Dépenses/ CP Investissement
Tourisme	Etudes faisabilité 34	30 000,00 €	30 000,00 €	
Tourisme	Mini parcours aventure (les Plans)	81 000,00 €	81 000,00 €	
Tourisme	Requalification site du marais de lavours (VOIRIE, etude, museographie...)	1 105 355,00 €	200 000,00 €	905 355,00 €
Tourisme	Port de Virignin (branchement électrique)	23 000,00 €	23 000,00 €	
Tourisme	Requalification du site de la cascade de Glandieu	1 785 285,15 €	1 785 285,15 €	
Tourisme	Itinéraires pédestres	48 000,00 €	38 000,00 €	10 000,00 €
Tourisme	Lac de Virieu (ponton, tables, cheminement piéton)	65 000,00 €	65 000,00 €	
Tourisme	Schéma ACC Info -Action 4 Signalétique touristique	69 000,00 €	59 000,00 €	10 000,00 €
Tourisme	Valorisation Grand Colombier	61 000,00 €	61 000,00 €	
Tourisme	Bornes interactives	10 000,00 €	15 000,00 €	
Tourisme	Etude préfiguration compétence culture	50 000,00 €	50 000,00 €	
Tourisme	Pays d'art et d'Histoire	30 000,00 €	15 000,00 €	15 000,00 €
Tourisme	Rénovation orgue Belley	25 000,00 €	25 000,00 €	
	TOTAL	3 382 640,15 €	2 447 285,15 €	940 355,00 €

4. Transport et mobilité

Services	Intitulé Projets/Actions	Autorisation de programme/ Coût Opération	2026	2027
			Dépenses/ CP Investissement	Dépenses/ CP Investissement
Transport et mobilité	Equipements vélo	8 000,00 €	8 000,00 €	- €
Transport et mobilité	Lac de Virieu - Arrêt de bus	77 000,00 €	77 000,00 €	
Transport et mobilité	Réalisation voie verte Cressin-Culoz	1 860 881,74 €	1 860 881,74 €	
Transport et mobilité	Autopartage	134 000,00 €	134 000,00 €	
Transport et mobilité	Bornes de recharge électrique autopartage	52 000,00 €	52 000,00 €	
Transport et mobilité	Aménagement voie ferrée (études)	50 000,00 €	50 000,00 €	
Transport et mobilité	Pont de Coron (Etudes)	25 000,00 €	25 000,00 €	
Transport et mobilité	Sécurisation traversée lac de Bart	205 000,00 €	14 000,00 €	191 000,00 €
Transport et mobilité	Signalétique ViaRhona CCBD	89 000,00 €	89 000,00 €	
Transport et mobilité	Schéma signalétique ViaRhona	38 000,00 €	38 000,00 €	
Transport et mobilité	Navette Belley	199 000,00 €	199 000,00 €	
	TOTAL	2 737 881,74 €	2 546 881,74 €	191 000,00 €

5. Economie

Services	Intitulé Projets/Actions	Autorisation de programme/ Coût Opération	2026	2027
			Dépenses/ CP Investissement	Dépenses/ CP Investissement
Economie	Déploiement fibre optique : Convention SIEA	246 418,00 €	108 209,00 €	130 000,00 €
Economie	Acquisitions foncières	500 000,00 €	500 000,00 €	
Economie	Aide à l'immobilier d'entreprises	75 000,00 €	75 000,00 €	
Economie	Travaux régie des eaux en ZA	50 000,00 €	50 000,00 €	
Economie	Portage terrains EPF (Belley Murs)	21 000,00 €	21 000,00 €	
Economie	Etudes extensions ZAE	279 000,00 €	229 000,00 €	50 000,00 €
Economie	Etudes 4 saison	14 000,00 €	14 000,00 €	
	TOTAL	1 185 418,00 €	997 209,00 €	180 000,00 €

6. Politique de l'habitat

Services	Intitulé Projets/Actions	Autorisation de programme/ Coût Opération	2026	2027
			Dépenses/ CP Investissement	Dépenses/ CP Investissement
Politique de l'habitat	OPAH	345 975,00 €	111 953,50 €	111 953,50 €
	TOTAL	345 975,00 €	111 953,50 €	111 953,50 €

7. Systèmes d'informations

Services	Intitulé Projets/Actions	Autorisation de programme/ Coût Opération	2026	2027
			Dépenses/ CP Investissement	Dépenses/ CP Investissement
Systèmes d'informations	Téléphonie	2 000,00 €	2 000,00 €	2 000,00 €
Systèmes d'informations	Siège	193 000,00 €	193 000,00 €	
Systèmes d'informations	Informatique	20 000,00 €	20 000,00 €	20 000,00 €
	TOTAL	215 000,00 €	215 000,00 €	22 000,00 €

8. Office de tourisme

Services	Intitulé Projets/Actions	Autorisation de programme/ Coût Opération	2026	2027
			Dépenses/ CP Investissement	Dépenses/ CP Investissement
OT	Acquisition mobilier	3 000,00 €	3 000,00 €	- €
	TOTAL	3 000,00 €	3 000,00 €	- €

9. Eau et assainissement

Régie	Intitulé Projets/Actions	Autorisation de programme/ Coût Opération	2026	2027
			Dépenses/ CP Investissement	Dépenses/ CP Investissement
PPI Eau		5 500 000,00 €	3 160 418,00 €	2 339 582,00 €
PPI Assainissement		7 200 000,00 €	2 809 975,22 €	4 390 024,78 €
	TOTAL	12 700 000,00 €	5 970 393,22 €	6 729 606,78 €

10. Gestion des déchets

Gestion des déchets	Intitulé Projets/Actions	Autorisation de programme/ Coût Opération	2026	2027
			Dépenses/ CP Investissement	Dépenses/ CP Investissement
OM	Acquisition bâtiment	950 000,00 €	95 000,00 €	95 000,00 €
OM	Travaux pôle économie circulaire	1 748 400,00 €	600 000,00 €	1 148 400,00 €
OM	Plateforme déchets verts	371 668,00 €	339 168,00 €	
OM	Participation au centre de tri Savoie Déchets	3 375 000,00 €	135 000,00 €	135 000,00 €
OM	Traitement des lixiviats Erruts	120 000,00 €	120 000,00 €	
	TOTAL	2 698 400,00 €	1 289 168,00 €	1 378 400,00 €

IX. Recherche de financements et dispositifs

Le tableau ci-dessous retrace les financements connus et attendus pour l'ensemble des projets d'intérêt communautaire portés par la CCBS.

Axes stratégiques	Actions thématiques projet de territoire	Intitulé du projet	Maîtrise d'ouvrage	Calendrier	Localisation (commune)	Coût total du projet	Subventions obtenues
Transition écologique	Soutenir la redynamisation de Belley et le réaménagement du centre-ville	Réhabilitation de l'ancien EHPAD de Belley pour installer le siège communautaire et la Maison France services	CC Bugey-Sud	2024-2026	Belley	6 900 000	Dont études = 1 150 000 € et travaux = 5 750 000 € Subventions obtenues : Subvention Fonds : 700 000 € Subvention Région : 415 222 € Subvention Département : 344 000 € Subvention ADEME obtenue : 86 410 € Subvention Région demandée : 71 315 € pour rénovation en bois local
Transition écologique	Soutenir la redynamisation de Belley et le réaménagement du centre-ville	Réhabilitation du centre aquatique intercommunal à Belley	CC Bugey-Sud	2024-2026	Belley	11 750 000	Dont études = 1 432 102 € et travaux = 9 015 630 € Subventions obtenues : Etat - DETR : 400 000 € (maximum de la DETR) Département : 93 191 € en 2024 ADEME (contrat chaleur renouvelable) : 313 120 € Agence Nationale du Sport (ANS) : 300 000 €
Transition écologique	Protéger et valoriser le patrimoine	Aménagements du site de la cascade de Gandieu (réhabilitation de l'ancienne marbrerie et aménagements des abords)	CC Bugey-Sud	2025-2026	Brégnier-Cordon	1 785 285	actualisation au 25-09-2025 : dont études = 303 035 € et travaux = 1 482 250 € Subventions obtenues : Etat FNADT Avenir montagne obtenu : 315 222 € Département de l'Ain (ENS) : 230 000 € CNR : 200 000 € Subventions demandées : FEDER Massif du Jura : 378 000 € Etat Fonds vert ou DSIL : 175 000 €
Transition écologique	Déployer le schéma directeur des mobilités 2022-2032	Réalisation d'une voie verte entre Cressin-Rochefort et Culoz Béon (8 km)	CC Bugey-Sud	2024-2025	Cressin-Rochefort et Culoz-Béon	1 683 067	actualisation au 25-09-2025 : Subventions obtenues : Etat Fonds Avenir Montagne : 400 000 € (remplacée par Fonds mobilités actives) Département de l'Ain : 192 000 € (Fonds vélo) CNR : 415 350 € (barème subv. = 50 000 € / km) Subvention Etat-DSIL : 300 000 € Subventions demandées : FEDER Massif du Jura : 208 000 € complément Etat : 300 000 €
Cohésion sociale	Protéger et valoriser le patrimoine	Refonte muséographie Maison du Marais de Lavours	CC Bugey-Sud	2025-2026	Ceyzérieu (Aignoz)	1 105 355	actualisation au 25-09-2025 : Subventions obtenues : Département de l'Ain (Plan nature) : 220 000 € Etat-FNADT Massif du Jura : 50 000 € Subventions demandées : Région : 100 000 € Programme européen Leader : 60 000 € CNR : 244 038 €
Transition écologique	Organiser et coordonner l'action publique au service de la mise en oeuvre du projet de territoire	Animation du CRTE pour l'année 2024-2025	CC Bugey-Sud	2024-2026	CC Bugey-Sud	167 000	p.m. subvention Etat - Fonds vert ingénierie obtenue pour 2024, 2025 et 2026 (subvention de fonctionnement)
Transition écologique	Schéma mobilités actives	Mise en place d'une navette urbaine à Belley	CC Bugey-Sud	T4 2024	Belley centre	300 000	p.m. en coût annuel. Subvention Région notifiée : 171 500 €